

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS A. PÉRIER
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE { 102.40 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT
 Fondateur
 RÉDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois 30 30 30
 Six Mois 55 55 55
 Un An 100 100 100
 Départements 15 15 15
 Union Postale 21 21 21
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

Les petites patries

Ce bon Balzac, avec sa statue, avait commencé par mettre la brouille au camp des artistes : il avait, par surcroît, révolutionné la Société des Gens de lettres. Le voici, aujourd'hui, qui, à l'occasion de son anniversaire, met en branle la Chambre des députés. Il a déjà donné lieu à une séance assez mouvementée ; la discussion reprendra dans quelques jours, et, en attendant, des journaux ont organisé un petit plébiscite pour savoir si le grand romancier devait ou non entrer au Panthéon.

C'est de cela, en effet, qu'il s'agit, et nos lecteurs sont déjà au courant de la question. Mais, chaque jour, sous une forme ou sous une autre, un incident nouveau se produit, et l'on peut juger par là de l'importance que prennent, en vieillissant, les sujets que l'on n'a pas su traiter ni résoudre, au moment de leur apparition. L'affaire, au début, était des plus simples. Un honorable député, désireux de montrer qu'on n'est pas aussi illettré qu'on en a l'air au Palais-Bourbon, avait demandé la translation des cendres de Balzac au Panthéon. On ne peut pourtant pas toujours, sous prétexte qu'on représente la France, discuter la question des sucres, la loi des melasses et le régime des boissons.

La Chambre aurait pu se prononcer sur l'heure. Mais il paraît que la question Balzac n'était pas à l'ordre du jour. Les députés avaient donc été pris à l'improviste, et peut-être avaient-ils besoin de piocher leur Larousse. On se tira d'affaire en nommant une Commission, ce qui est, au point de vue parlementaire, le plus bel enterrement que l'on puisse offrir à un grand homme. Il n'y avait pas deux jours, en effet, que la Commission était nommée, que le pauvre Balzac n'y était déjà plus au premier plan. Il faut toujours s'en rapporter aux hommes politiques pour compiler les choses les plus simples. Du moment qu'on s'occupe de Balzac, pourquoi ne pas s'occuper aussi de Lamartine, de Renan, d'Ingres, de Delacroix, de Michelet, de Berlioz ? Il y avait là tout un stock de gloires à consacrer officiellement, une vraie tournée, presque un omnibus pour le Panthéon.

Et chaque député se mit, de plus, en campagne pour chercher s'il n'y aurait pas dans sa circonscription quelques grands hommes dont on pût redorer la mémoire. On n'y trouva guère, en fait de célébrités, qu'un ancien ministre, elle Panthéon n'aurait pas été assez grand pour les contenir tous. D'un autre côté, on ne pouvait pas se contenter de denrées et répondre, comme le brave maire de campagne au préfet qui lui demandait s'il avait des centaines dans sa commune :

Nous n'en avons qu'un : il a quatre-vingt-deux ans...

On s'en tint donc à la fournée déjà mentionnée, mais, tout de suite, une difficulté se présenta. Un de ceux que l'on prétendait ainsi honorer s'y refusait formellement, et il ne voulait, à aucun prix, entendre parler du Panthéon. C'était Lamartine, et l'on n'avait pas eu besoin de faire tourner les tables pour savoir ce qu'il pensait à cet égard. On n'avait eu qu'à relire son testament. L'illustre et doux poète avait demandé à être enterré à Saint-Point, où il était né, dans ce beau pays de Bourgogne où s'était passée son enfance, à deux pas de Mâcon où il avait publié ses premiers vers dans un modeste journal de préfecture. Une fois déjà, car même dans la mort les grands hommes ne sont jamais tranquilles, on avait essayé de l'arracher à son petit cimetière villageois et de le ramener à Paris pour l'interdire de force au Panthéon.

Ses parents, ses amis, ses admirateurs s'y étaient opposés comme à une profanation. Ils avaient eu raison. Il n'y a pas de loi qui puisse condamner un homme aux honneurs forcés, et les gens, durant leur vie, ne sont déjà pas si libres pour qu'on les viole encore après leur mort. Donc, voici déjà Lamartine qui s'est fait excuser, et avec lui c'est toute une catégorie d'hommes célèbres sur lesquels il ne faut plus compter. Il demeure entendu, en effet, que nos grands hommes ne seront pas plus mal traités que le commun des mortels, et qu'on voudra bien leur accorder la sépulture qu'ils auront demandée par testament. Libre à eux, au surplus, de s'expliquer à cet égard, avant de mourir. Il n'est pas dit que nous n'ayons dans l'avenir des testaments qui mettront les Chambres plus à l'aise : « Je désire être enterré au Panthéon » est une formule encore inédite, mais il y a commencement à tout. Je sais des gens dont ce dernier vœu couronnerait inégalement, de la façon la plus simple du monde, l'heureuse et candide existence.

Pour les autres, il faudra se demander si cette réception au Panthéon, qui deviendra ainsi, en quelque sorte, la dernière Académie, serait bien la meilleure manière de célébrer leur mémoire. La question, petit à petit, a fini par se généraliser, et, faute de mieux, c'est à cela qu'aura servi l'incident Balzac. On me paraît, cependant, ne pas le prendre par son côté le plus intéressant. Je vois bien qu'on fait des plébiscites pour savoir si tel ou tel nom est digne du Panthéon, et qui doit y entrer le premier de tous ceux qui attendent à la porte. Je préférerais qu'on mit à part les questions de personnes, qu'on prit la chose au point de vue sentimental, qu'à bien son importance quand il s'agit des morts, et qu'on s'inspirât de cette mélancolique et très

juste parole de Renan lui-même qui disait qu'on meurt beaucoup mieux en province qu'à Paris, et bien mieux encore au village qu'à la ville.

Il voulait dire par là qu'on y est entouré, à sa dernière heure, de plus de sympathie, de plus d'affection. Les gens qui vont accompagner au cimetière sont moins indifférents, moins pressés. Ils n'ont pas, dans la journée, trente-six autres choses à faire. Le milieu est restreint, l'intimité est donc naturelle, et l'on s'en va dans une atmosphère plus cordiale, avec l'impression de laisser autour de soi un petit vide. Impossible à Paris de se faire de ces illusions-là ; il suffit d'avoir assisté aux funérailles d'un homme célèbre pour être fixé à cet égard. Il semble que les obsèques nationales comportent toujours un caractère de fête, et les gens de la famille, avec leur air affligé, y détonnent, comme des importuns.

Mais passe encore pour les enterrements. On ne peut pas toujours retourner chez soi pour y mourir. Même chez les hommes célèbres, la mort arrive parfois sans se faire annoncer. La seule ressource, la seule consolation est, sitôt après les politesses d'usage, sitôt après que le public des dernières représentations, plus terrible peut-être que celui des premiers, vous a fait un bout de conduite, de s'en aller à la gare la plus voisine et de rentrer chez soi, au pays natal, dans le tombeau familial où plus rien ne viendra vous déranger. Il n'y a que là qu'on peut se persuader vraiment qu'on en a bien fini avec les ennuis, les fatigues et les tourments de l'existence, avec les traces de cette vie parisienne qui vous prend tout entier, vous entraîne dans un continu remous et vous donne, au milieu de cet infernal tumulte, l'impression de l'isolement, l'idée que vous êtes à la fois dans une cohue et dans un désert.

Quelle aimable attention pour tous ces morts, depuis longtemps retournés chez eux, bien installés dans leurs bons petits cimetières, d'aller ainsi, un beau matin, les inviter à déménager ! Et pour les repousser où ? Dans ce Paris où l'on ne se repose jamais, dans la ville bruyante et trépidante, où il semble qu'on ne soit jamais que de passage, dans ce glacial Panthéon où il ne faut plus compter que sur les guides Joanne et Baedeker pour vous amener des visiteurs, pieuse clientèle que l'agence Cook attend, au sortir de là, pour lui faire voir le Jardin des Plantes.

Comme on comprend que Lamartine ait par avance paré le coup ! Les autres n'auraient pas pensé ; mais s'ils pouvaient parler, avec quel empressement ils se débarrasseraient, à leur tour ! Laissons donc les morts où ils se trouvent : ceux-là même qui sont de Paris doivent préférer le trop cérémonieux Panthéon leurs cimetières du Père-Lachaise et de Montmartre, où au moins ils passent du monde, où l'on entend des voix, et où au printemps le pousse des fleurs. Et quant aux autres, ceux à qui la mort seule a permis de réintégrer leur petite patrie, ils ne songent plus guère à refaire le voyage de Paris, et ils se contenteront très bien d'être honorés en effigie. Qu'on leur élève au Panthéon un monument quelconque : qu'on y place un buste d'eux ou un médaillon, cela leur fera le même effet que s'ils y étaient eux-mêmes.

C'est ce qu'a discrètement indiqué M. Georges Leygues à la Commission parlementaire qui lui demandait son avis. Notre ministre de l'Instruction publique n'est pas pour rien un cadet de Gascogne. Il connaît le charme des petites patries ; il sait comme elles honorent les morts que la grande patrie leur renvoie, de quelle cordialité et de quelle affection elle les entoure. Il a vu, dans les petits cimetières de village, des fleurs toujours fraîches sur des tombes pourtant très vieilles, et il préfère très justement, comme fera la Chambre, croyons-nous, rendre les grands hommes aux petits coins de terre où ils sont nés, qu'ils ont illustrés, qu'ils ont aimés, et où ils trouvent, en juste retour, de vrais regrets, de sincères hommages, jusqu'à des immortalités qui ne sont pas artificielles...

Le Passant.

Échos

La Température

La journée d'hier a été détestable, c'est-à-dire nuageuse, presque sombre et surtout pluvieuse. Cependant, le baromètre se tenait encore en bonne hauteur (763 mm) ; néanmoins, la pluie n'a presque pas cessé de la journée ; Paris s'en ressent par l'aspect abandonné de nos boulevards et de nos promenades vides de promeneurs. La température s'est un peu abaissée. A huit heures du matin, le thermomètre était à 14° au-dessus et à 10° dans l'après-midi. On notait 25° à Alger. En France, le régime d'Ouest persiste ; des ondées restent probables, mais le temps chaud va continuer. Dans la soirée, le baromètre indiquait 763 mm.

Les Courses

A deux heures, Courses à Vincennes. Gagnants de Robert Milton :
 Prix d'Orsay : Royal Mint.
 Prix de Petit-Bry : Guergny.
 Prix des Aubepines : Navarin III.
 Prix de la Pentecôte : Nitrate.
 Prix de l'Arsenal : Mylord.
 Prix Mortemart : Méline.

LA DERNIÈRE SEMAINE

Nous voici entrés dans la dernière semaine de cette longue campagne passionnément poursuivie en faveur de la Justice et de la Vérité. Dans huit jours, la Cour de cassation sera réunie pour prononcer sur la Revision. Nul ne peut à cette heure connaître déjà les conclu-

sions du rapporteur, M. Ballot-Beaupré, qui doivent, dit-on, peser fortement sur la décision de la Cour, sinon la déterminer.

Comme il faut que, jusqu'au bout, le mensonge tienne lieu d'argument à quelques effrontés, on a déjà prétendu que M. Ballot-Beaupré concluait contre la Revision. Cette invention a été démentie. Et si on considère l'attitude du gouvernement, celle de la majorité du Parlement, la qualité intellectuelle et politique des chefs et des troupes qui combattent, si on tient compte de la confiance toujours croissante des revisionnistes, qui font des recrues de jour en jour plus nombreuses, et du désarroi, du découragement de leurs adversaires dont les rang s'éclaircissent et qui ne sont plus retenus que par la honte de s'être si lourdement trompés, on peut prévoir que la première semaine de juin verra triompher enfin la Justice.

Je le souhaite de tout mon cœur, dans l'intérêt de nos adversaires eux-mêmes, et surtout dans l'intérêt de cette grande et séculaire institution qui s'appelle l'armée française, que nous n'avons jamais cessé d'entourer de respects et d'hommages.

Si, en effet, toutes les manœuvres accumulées pour perdre un innocent, et dont quelques-unes sont considérées comme des crimes par le Code et comme des infamies par les gens d'honneur ; si les faux témoignages, les faux serments, les faux documents ne paraissent point à la Cour les éléments surabondants, impérieux d'une revision ; si les conseillers qui siègent dans le vieux palais de saint Louis, et qui représentent les traditions de nos anciens Parlements, tenaient à juger, comme firent il y a dix-huit cent soixante-six ans, les Scribes, les Anciens, « judiciairement », le lendemain, au Sénat et à la Chambre, il se leverait des majorités, interprètes du plus généreux mouvement protestataire, pour demander l'annulation.

Or, la revision, c'est la voie large, droite, sans obstacle. Dès qu'elle aurait été prononcée, Dreyfus sera ramené devant ses juges naturels, ses collègues, auxquels la Cour de cassation aura pour ainsi dire maché la besogne et indiqué la sentence. Et la sentence réparatrice prononcée, toutes les forces vitales de ce pays s'uniront, réconciliées dans une résistance commune aux entreprises des ennemis de l'armée.

L'annulation, au contraire... c'est l'inconnu. Parce que si la Revision ne suppose qu'une erreur, l'annulation suppose déni de justice, manœuvres, machinations, forfaiture, et alors nul ne pourra plus se mettre en travers des représailles. Et tout, probablement, se terminera par une enquête parlementaire qui rappellera les plus mauvais jours du Comité de Salut public.

Voilà pourquoi les amis de l'armée désirent la revision et redoutent l'annulation. Je parle des véritables, des intelligents. Les autres voudraient naturellement qu'on en finit par la force, qu'on muselât les revisionnistes et qu'on renvoyât la Vérité au fond de son puits.

Insensés qui ignorent que cacher une plaie ce n'est pas la guérir ! Vieux enfants qui regardent comme un ennemi le médecin dont l'intervention rendra une jeunesse nouvelle au malade mis en danger de mort par un abcès dans la tête ! J. CORNELLY.

A Travers Paris

L'Affaire.
 C'est décidément le 29 mai, ainsi que nous l'avions annoncé, que viendra devant les Chambres réunies de la Cour de cassation le procès en revision.

Les présidents de chambre et les conseillers viennent en effet de recevoir du premier président la lettre suivante :

COUR DE CASSATION Paris, le 19 mai 1899.
 PREMIER PRÉSIDENT
 Mon cher collègue,
 J'ai l'honneur de vous faire savoir que les débats de l'Affaire Dreyfus sont fixés au lundi 29 mai et jours suivants.

Je vous prie, en conséquence, de bien vouloir vous trouver le 29 mai, à midi précis, au Palais.

L'audience sera tenue en robes rouges.

Agréz, etc.

Le premier président, MAZEAU.

Près du rond-point des Champs-Élysées, au haut d'une grille d'entrée qui donne accès dans un long couloir tapissé de lierre, est un écriteau portant cette banale inscription :

Appartement à louer

Cet appartement est l'ancienne niche à Fidèle ou Morny, après le siège de Constantinople, alla habiter au côté de la belle Mme Lehon qui habitait l'hôtel voisin. C'est dans cet appartement, vide aujourd'hui, que se tramèrent toutes les conspirations contre la République de 1848. Le coup d'Etat sortit tout flamboyant de la forge.

Avis aux amateurs !

La question s'est posée dans les Conseils du gouvernement s'il n'y aurait pas lieu de changer la date du renouvellement des Conseils municipaux, en raison de l'Exposition. On sait, en effet, que les Conseils municipaux sont élus pour quatre ans et que le renouvellement de ces assemblées doit se faire dans toutes les communes le premier dimanche de mai tous les quatre ans.

Les dernières élections municipales, ayant eu lieu le premier dimanche de mai 1896, devront se faire le 7 mai 1900 qui est le premier dimanche de ce mois l'année prochaine. Or il est probable que l'Exposition s'ouvrira à cette date, par analogie avec ce qui eut lieu pour celle de 1889. Et l'on s'est demandé s'il n'y aurait pas inconvénient à faire coïncider cette ouverture avec les élections municipales, qui retiendraient nécessairement la

part des électeurs dans leurs communes respectives.

Le gouvernement n'a pas jugé qu'il y eût là un obstacle et, quoiqu'il s'agisse d'une décision dont l'effet ne se produira que dans une année, il a pensé qu'il n'y avait pas lieu de déroger à la loi municipale de 1884, alors qu'aucune raison urgente n'oblige à le faire.

Mercredi prochain, 24 mai, l'Opéra-Comique ouvrira ses portes, en matinée à deux heures, pour une représentation extraordinaire au profit des orphelins agricoles et des orphelins alsaciens-lorrains.

M. Carré a mis très gracieusement sa salle et son personnel à la disposition de l'œuvre dont le président est le marquis de Guvello, et dont Mme la duchesse de Vendôme a accepté le haut patronage.

La représentation sera des plus attrayantes. On entendra Mmes Simon-Girard et Cocyle, dans le duo de la *Fille de Mme Angot*, un fragment de l'*Othello* de Rossini, chanté par Mme Rose Caron, et M. Beyle, et le premier acte de *Carmen*, que tant de femmes du monde n'ont jamais entendu, faute d'arriver assez tôt au théâtre. M. Hollman, M. Mounet-Sully, M. Vanel, Mlle Fernande Dubois, Mlle Laisné, M. Dauzès, M. Durand et enfin les bardes bretons, M. et Mme Botrel, ont promis leur concours à cette matinée.

Déjà plusieurs loges et fauteuils sont retenus. On trouvera des billets : 2, rue Casimir-Perier ; chez l'éditeur Durand ; à l'Opéra-Comique, et 30, avenue Hoche.

INSTANTANÉ

FREDÉRIC REITLINGER

C'est une figure étrangement attachante que celle de cet avocat, dont le nouvel ouvrage, tout récemment publié, met en si vive lumière l'erreur commise par l'Europe en laissant égarer la France en 1871, alors qu'il eût été si facile — particulièrement à l'Angleterre et à l'Autriche — d'adopter dans de grandes proportions les conditions de la paix.

Venu en France par curiosité, et surtout par sympathie, Frédéric Reitlinger tombe malade à l'hôtel. On le soigne avec un dévouement qui le touche d'autant plus qu'ayant le don précieux de se faire aimer, il est par conséquent vite accessible à ce « noble enthousiasme de la reconnaissance » dont parle Montaigne. Aussi, dès qu'il est rétabli, le voilà fier de l'idée de devenir Français. Il passe tous ses examens de droit, y compris le doctorat ; puis, ayant publié un ouvrage important sur les Sociétés coopératives, il obtient haut la main la grande naturalisation. Inscrit au barreau de Paris, ses rapides succès attirent l'attention de Jules Favre, qui le choisit comme secrétaire.

La guerre éclate. Ses convictions républicaines pèsent de nouvelles forces dans ces terribles conjonctures et Jules Favre en profite pour lui confier la difficile et périlleuse « Mission diplomatique », dont M. Reitlinger vient de publier l'intéressant récit, sous ce titre : *Une Mission diplomatique en octobre 1870*. Il s'agissait de sortir en ballon de Paris, carné, de franchir les lignes prussiennes et de gagner l'étranger.

Comme la mission du jeune diplomate avait eu un grand retentissement, les questions de litige international devinrent tout naturellement sa spécialité. Le Président Grévy, qui se l'attacha par les liens d'une étroite amitié, eut plus d'une fois recours à ses lumières ; et, depuis, M. Reitlinger, aujourd'hui officier de la Légion d'honneur, est resté, avec ses causes à la Cour d'appel, le conseil le plus écouté dans toutes les questions de droit international.

M. Marcel Prévost, président de la Société des Gens de lettres, a reçu hier le télégramme suivant :

Moscou, 20 mai 1899.
 Société littéraire de Moscou prend part de tout cœur au jubilé centenaire de Balzac dont le nom célèbre inaugure une nouvelle ère du roman français.

Nicolas HOROJENKO, président.

Le président de la Société des Gens de lettres a aussitôt répondu en ces termes :

A Monsieur Nicolas Horojenko, président de la Société littéraire de Moscou.
 Remerciements cordiaux pour l'hommage rendu à la mémoire de Balzac, glorieux fondateur de la Société des Gens de lettres.

Marcel PRÉVOST.

La conclusion du dernier Congrès contre l'alcoolisme a été que « l'absinthé est le plus dangereux des apéritifs ».

L'homme qui s'absinthe ne tarde pas à éprouver des vertiges, des hallucinations, le délire et finalement des attaques d'épilepsie. Cela devrait être inscrit en grosses lettres à tous les coins de rue, afin qu'aucun des hommes de la prochaine génération ne l'ignorât. Espérons qu'à cette époque le bienfaisant Quinquina Dubonnet aura remplacé tous les autres apéritifs, pour le plus grand bien de la santé publique.

L'Académie des sciences morales et politiques a décerné la semaine dernière, comme nous l'avons déjà dit, le prix Audiffred à l'ouvrage intitulé : *Documents pour servir à l'étude du Nord-Ouest africain*, qui a pour auteurs M. de La Martinière, consul général et chargé d'affaires de France à Tanger, ainsi que M. le capitaine Lacroix, chef du bureau arabe détaché au service des affaires indigènes d'Algérie.

Ce savant ouvrage, composé de quatre volumes in-4°, forme l'historique le plus complet de la délimitation de la frontière nord-ouest de nos possessions algériennes depuis soixante-neuf ans, et il fait ainsi grand honneur à ceux qui l'ont exécuté. Mais ce que le rapport de l'Académie des sciences morales et politiques ne dit pas, et ce qui mérite d'être connu, c'est que l'idée de l'ouvrage appartient à l'ancien gouverneur général de l'Algérie, M. Jules

Cambon, aujourd'hui ambassadeur de France à Washington ; les documents ont été réunis et rédigés par son ordre, dans un sentiment très élevé de patriotique érudition.

Hors Paris

Plusieurs journaux ont annoncé que S. M. l'impératrice Eugénie était sérieusement malade à Naples. Le *New York Herald* apprend d'une « source irréprochable » qu'il n'y a « absolument rien de vrai » dans cette nouvelle. Le grand journal américain ajoute :

« Il est très exact que le *Thistle* est à Naples, que l'impératrice est à son bord et que plusieurs membres de sa famille et quelques amis intimes se sont rendus à Naples pour la voir. Mais c'est là la seule base que des correspondants pleins d'imagination possèdent pour lancer leur nouvelle alarmiste. »

De notre correspondant d'Alger :

« A chaque jour sa petite manifestation algérienne. La dernière, qui ne manque pas d'imprévu, a été dirigée contre l'ex-reine Ranavaloa. Accompagnée de ses gardiens ordinaires, la Reine avait commis l'imprudence d'aller faire une emplette chez un négociant juif de la rue Bab-Azoum. N'était-ce pas là se conduire en judaïsante ? Quand l'exilée est remontée en voiture, on l'accueille par des sifflets et des huées. »

Sans aucun doute, l'idée marche, puisque la question juive est désormais posée jusque chez la reine de Madagascar.

Nouvelles à la Main

La grève des facteurs étant terminée, le sera juste maintenant de faire droit à leurs légitimes revendications de salaire.

Et pas un membre du Parlement ne pourra s'y opposer, car c'est écrit sur les billets de banque : *La loi punit le contre facteur !*

Champfautet avait un ami qui était son médecin et qui lui interdisait formellement de fumer.

Il se sent brouillés à propos de l'Affaire.

Depuis lors, quand il aperçoit le docteur, Champfautet affecte d'allumer un énorme cigare... pour le faire enrager !

En donnant deux sous à l'aveugle du pont des Arts, auquel il porte de l'intérêt, M. Bonasson lui demande des nouvelles de sa sœur :

— Je suis inquiet, répond le brave homme, très inquiet... Ma vue baisse de plus en plus !

Le Masque de Fer.

L'Incident de Bruxelles

Bien à tort on veut mêler l'affaire Dreyfus au grave incident de la Chambre de commerce française de Bruxelles. Nous avons eu le plaisir de pouvoir causer, hier, assez longuement avec son honorable président, M. Charles Rolland, qui regrette que le différent survenu entre sa Compagnie et notre ministre de France, M. Gérard, se soit ébréché.

On connaît les faits :

Le Comité de la Chambre de commerce — apprenant qu'un de ses membres est le délégué accrédité du 2^e bureau de renseignements du ministère de la guerre, et est, de son propre aveu et de celui de ses comparses, chargé de la direction de l'espionnage en Belgique — éprouve le besoin de se débarrasser de ce monsieur. Il considère cette exécution comme une mesure d'ordre intérieur. Il ne discute pas de l'utilité de cette profession, mais il estime qu'elle ne doit pas s'exercer sous l'égide de la Chambre de commerce et que, mis au courant des opérations de ce genre, il ne peut le conserver dans son sein, le couvrir de son autorité sans devenir son complice.

Or, que fait le Comité de cette Chambre de commerce, accusé par d'anciens d'antipatriotisme, d'avoir « brûlé » un espion français ? Il charge son président, M. Charles Rolland, d'inviter l'ex-employé du colonel Henry à démissionner sans bruit.

Le 26 avril, une lettre recommandée lui donne jusqu'au 2 mai pour se retirer de la Chambre de commerce.

Le 29 avril, au cours d'un dîner que M. Ch. Rolland offre au Comité et à M. Gérard, ministre de France, ce dernier ouvre son cœur. Il dit à son hôte : « Il y a une affaire bien grave qui se prépare. Vous avez écrit à M. Moutier de donner sa démission, ce n'est pas possible ; je vous engage à le laisser tranquille, à ne plus vous occuper de lui. D'ailleurs, j'ai des ordres formels à ce sujet. »

M. Charles Rolland s'empresse de protester. C'est une affaire qui regarde la Chambre de commerce, et il est surpris que l'on contrecarre ses décisions.

« Je me retirerais plutôt ! »

A quoi M. Gérard répond : « J'en serais désolé, mais, encore une fois, ne touchez pas à M. Moutier. »

Après ce court colloque, rendez-vous fut pris, à la légation de France, pour le 1^{er} mai.

Evidemment, M. Gérard avait des raisons particulières pour couvrir ainsi M. Moutier, car jamais aucun ministre ne s'était, jusqu'à ce jour, occupé de la cuisine intérieure de la Chambre de commerce.

Ces raisons, nous allons les connaître, et c'est le représentant de la République française à Bruxelles, qui va parler de l'Affaire.

M. Charles Rolland arrive fidèle au rendez-vous. Il explique à M. Gérard que la Chambre de commerce ne peut couvrir le rôle de M. Moutier et que mieux vaut qu'il se retire tranquillement que de faire éclater un scandale.

Sans vouloir entrer dans des explications, M. Gérard répond que ses ordres lui ont été confirmés : « Vous serez brisé comme verre, si vous donnez suite à votre projet d'exclusion. Je m'y oppose de toutes mes forces. »

« — Vos ordres, dit M. Rolland, ne feront pas changer la manière de voir du Comité ni la mienne, et si le gouvernement vous donne à choisir entre le maintien de M. Moutier ou ma démission, je considère comme étant de ma dignité de démissionner immédiatement, mais ce n'est pas sans regret, que je me retirerais, après quatorze années de bons et utiles services rendus à mon pays, devant un chef d'espionnage. »

Sapercevant de l'énormité de l'acte qu'il commettait, M. Gérard ne put réprimer un mouvement de mauvaise humeur : « Que voulez-vous, ce Moutier est en possession de documents de telle nature que si on l'abandonnait il serait capable de les divulguer... alors... ce pourrait être la chute du ministère... Vous ne le recherchez pas ? »

Ma foi, monsieur le ministre, je ne la recherche ni ne la guère. Les ministères changent si souvent en France qu'un de plus ou de moins... En tout cas, cet argument n'est pas susceptible de faire changer notre manière de voir. Nous voulons nous débarrasser d'un membre qui nous compromet, et qui compromet les intérêts de toute la colonie française en Belgique, laissez-nous agir à notre guise sous notre responsabilité.

M. Gérard ne crut pas pouvoir se rendre à ce raisonnement et l'incident éclata.

Prenons acte que si l'affaire Dreyfus a été introduite un instant dans ce conflit, elle ne l'a été que par la volonté de M. Gérard, au courant des anciennes relations de M. Moutier avec l'ex-colonel Henry.

La Chambre de commerce française de Bruxelles est une compagnie où la politique n'est jamais entrée. Son Comité, composé de quinze membres, contient des catholiques pratiquants, des israélites — en infime minorité — et des commerçants de confessions diverses, et que tous à l'exclusion d'un seul membre se sont déclarés pour le renvoi de M. Moutier, et que tous, à la suite de l'intervention aussi étrange que maladroite de M. Gérard, ont démissionné.

Maintenant, où diable M. Delombre, ministre du commerce, a-t-il trouvé cette conclusion : « En vertu de l'article 13 des statuts de la Chambre de commerce, votre Conseil doit être considéré comme virtuellement dissous, et il appartient au ministre de France de convoquer une assemblée générale ? »

Cet article 13 a une histoire qu'il était facile à M. Delombre de se faire raconter. En 1885, lors de sa fondation, la Chambre de commerce française de Bruxelles avait comme président M. Pichot.

Un individu taré s'étant glissé dans la Compagnie, et refusant d'en sortir, la Chambre vota cet article 13 permettant de dissoudre le Conseil par suite de dix démissions, et de procéder ensuite à de nouvelles élections.

M. Pichot ne remit nullement les services de la Chambre de commerce à M. de Montebello — alors ministre à Bruxelles — il fit tout simplement ce que M. Rolland vient de faire, il convoqua une assemblée générale, qui renomma son Comité, à l'exclusion du personnage suspect.

Ce précédent, M. Delombre pouvait facilement le connaître, M. Pichot étant son beau-frère.

N'y aurait-il pas ce précédent, qu'il suffirait de relire le rapport que M. Claude, sénateur, déposa le 31 mai 1884, et qui fixe le rôle et les fonctions des Chambres de commerce à l'étranger, Chambres qui ont des libertés d'allure tout autres que les Chambres de commerce de la métropole.

M. Gérard vient d'être appelé à Paris. Espérons qu'on lui fera comprendre qu'il a manqué de droiture — ce qui ne surprendra pas ceux qui l'ont connu à Pékin.

Les membres de la Chambre de commerce française de Bruxelles, qui avaient l'âge d'homme en 1870, sont tous rentrés en France faire leur devoir devant l'ennemi, et sont encore prêts à le faire ; ils ne s'occupent en Belgique que de sauvegarder les intérêts de nos compatriotes au point de vue commercial et industriel, mais quelle autorité pourrait bien avoir à l'étranger une Chambre de commerce française qui abriterait un service d'espionnage ?

Charles Franco.

sur la piste d'Estherazy. Le colonel Picquart a raconté pourquoi, menacé par Henry, il dut faire à son avocat, M. Leblois, en juin 1897, la confidence que les intrigues redoutables auxquelles il était en butte n'avaient d'autre cause que la découverte qu'il avait faite de l'innocence de Dreyfus.

3^e M. Scheurer-Kestner, dont les doutes provenaient de conversations qu'il avait eues au sujet de Dreyfus, tant avec des amis de Mulhouse qu'avec deux de ses amis politiques, MM. Ranc et Joseph Reinach qui, dès 1894, avaient eu l'instinct d'une fautive erreur judiciaire. Un hasard mit en présence, le 13 juillet 1897, M. Leblois et M. Scheurer-Kestner. Ce qui s'ensuivit, jusqu'à la dénonciation d'Estherazy par M. Mathieu Dreyfus, est trop connu pour avoir besoin d'être rappelé.

Quant à M. Zola, il a été, en quelque sorte, le prophète de la révision. Qu'on relise aujourd'hui sa fameuse lettre au Président de la République : il n'y a pas une de ses prévisions au sujet des auteurs de l'erreur judiciaire de 1894, d'Estherazy, du colonel du Paty de Clam, et des promoteurs de l'acquiescement de 1898 qui n'ait été justifiée par l'événement, qui ne soit devenue un fait avéré, avoué, reconnu, incontesté. Le procès Zola a été, comme on l'a dit, le puits même de la vérité.

En regard des promoteurs de la révision, on pourrait énumérer longuement, à la façon d'Homère, les adversaires civils ou militaires de la réparation judiciaire. Mais il suffira, ici, de nommer l'homme qui, après avoir été le principal auteur de la condamnation de Dreyfus, a été l'âme même de la résistance contre la révision : c'est Henry.

Les doutes, comme les protecteurs et les panégyristes d'Henry ont cherché à le présenter comme un soldat grossier, inculte, ignorant, incapable, a dit naïvement le capitaine Guignot, de combiner un faux. La vérité, aujourd'hui manifeste, c'est que tout inculte et grossier qu'il fut, Henry a tout conduit. Sous ses apparences de franchise et de rudesse, il était, au fond, madré et retors. Il savait l'art — « cet incapable » — de faire entrer ses chefs, même à leur insu, dans d'inextricables engrenages. Lui seul avait autorisé sur le capitaine Lauth, Gribelin, et ses sous-ordres qui ont reconnu, dans leurs dépositions, marcher sous l'inspiration directe de leur chef. Après avoir tout risqué, en 1894, pour perdre Dreyfus, il va désormais, jusqu'à sa mort, avec plus d'audace encore et d'astuce, tout risquer pour maintenir la condamnation du déporté.

En somme, de 1894 à 1898, Henry n'a qu'un but : sauver Estherazy.

II

Le colonel Picquart et le bureau des renseignements. — Réception du « petit bleu ». — Sa reconstitution.

C'est le 1^{er} juillet 1895 que le colonel Picquart entra au bureau des renseignements comme chef du service, en remplacement du colonel Sandherr.

Le général de Boisdeffre, qui s'occupait encore de l'affaire Dreyfus, d'abord parce que l'instruction du procès lui avait paru insuffisante, ensuite à cause des fuites postérieures possibles, reconnaît, dans sa déposition, avoir dit au colonel Picquart « de ne pas perdre de vue cette affaire ».

Et voilà qui explique, de façon bien naturelle, la raison de l'accusation erronée portée par le général Rogot contre le colonel Picquart dans la procédure suivie contre ce dernier. Le général Rogot dénonce le colonel Picquart comme ayant exercé, à la fin de 1895, contre deux officiers supérieurs, et sans motifs avouables, des recherches tendant à substituer Estherazy à Dreyfus.

Mais, sur ce point, il a été établi : 1^o que c'est le colonel Sandherr qui avait fait commencer les recherches contre Dreyfus ; 2^o qu'on n'a retrouvé aucune trace de la surveillance exercée par le colonel Picquart, contre le second officier H ; 3^o qu'un seul officier a fait surveiller H (M. d'Orval), c'est le colonel du Paty de Clam.

Le colonel Picquart, dès son arrivée, avait apporté diverses modifications au fonctionnement du service de statistique :

Prenez ce service nouveau pour moi, a-t-il dit au procès Zola (I, 297), j'ai voulu me rendre compte des choses ; j'ai voulu que les documents me fussent remis à moi-même d'abord, pour les transmettre ensuite au capitaine Lauth. Cela n'a l'air de rien ; mais cela a dû nécessairement changer les habitudes de ces messieurs, et ils en ont été ennuyés. Lorsqu'on a eu des doutes, lorsqu'on s'est mis à m'accuser, cela leur est revenu à l'esprit ; ils ont trouvé singulier que je ne fisse pas comme mon prédécesseur, que je fisse mettre dans mon armoire les documents à l'état de fragments, et que je les remis moi-même à l'officier qui était chargé de les reconstituer.

Ainsi, auparavant, le colonel Sandherr, le chef responsable, était à la fin de la filière. Au contraire, le colonel Picquart voulait être à la fois au commencement et à la fin : d'où, subordination et, par suite, pour des causes diverses, mécontentement d'Henry et du capitaine Lauth.

Le capitaine Lauth confirme la déclaration du colonel Picquart :

Au moment où le colonel Picquart prit son service, cette façon de procéder du commandant Henry, de prendre tous les paquets, d'en garder une partie pour lui et de donner le reste, a cessé. Le colonel Picquart, comme c'était son droit, a demandé qu'après en avoir pris livraison, le commandant Henry lui fit passer les paquets. Il les gardait un, deux, trois, quatre jours, autant qu'il était nécessaire, et me remettait la chose après.

En mars 1896, deux faits importants se produisent. D'abord, au commencement du mois, l'affaire du fourrier Boulot, accusé d'espionnage à Nancy, puis, à la fin du mois, l'arrivée du « petit bleu » au bureau des renseignements.

On sait à quelles discussions la date de cette arrivée a donné lieu, tant au procès Zola qu'à l'instruction Fabre. Le colonel Picquart avait, par erreur, assigné à la réception du « petit bleu » la date d'avril-mai, qui est celle de la reconstitution définitive de cette dépêche pneumatique. Mais le capitaine Lauth avait donné, ce qui est une erreur de bien autre importance, celle de novembre 1895 dans l'enquête Pellieux. Tout cela importe peu aujourd'hui, puisque la date de mars 1896 est avérée et reconnue par tous.

Dans le « petit bleu » arrive fin mars au bureau des renseignements. Signalons que pendant presque tout ce mois Henry

avait été absent (appelé à Nancy pour l'affaire Boulot), ses entrevues avec l'agent secret qui lui apportait les papiers furent forcément rares. Aussi, le colonel dut l'agent donna livraison à Henry, vers la fin de mars, contenant un nombre de documents plus considérable qu'à l'ordinaire.

Henry remit au colonel Picquart ce dernier cimetière, puis dut s'absenter à nouveau, appelé près de sa mère qui mourut le 28 mars.

Qu'advint-il de ce cimetière ? Le capitaine Lauth, après avoir commencé par dire que le colonel Picquart avait gardé, pendant fort longtemps — « près d'un mois », avait écrit le commandant Ravary — le cimetière où était le « petit bleu », a fini par déclarer, au procès Zola, que Picquart ne l'avait gardé que « deux ou trois jours », comme d'habitude.

Ici donc encore, plus de difficultés. Absolument comme d'habitude, le colonel Picquart remet au capitaine Lauth le cimetière qui, selon celui-ci, « renfermait de nombreux fragments » parmi lesquels il a trouvé le « petit bleu » déchiré en morceaux.

« Je recollai, a déposé au procès Zola le capitaine Lauth, les fragments les uns aux autres, avec un papier coupé en lambeaux très minces qui suivaient à peu près les traces des déchirures. »

Le « petit bleu », ainsi reconstitué par le capitaine Lauth, contenait :

Côté de l'adresse :

« M. le commandant Estherazy, 27, rue de la Bienfaisance, Paris. »

Côté du texte :

« J'attends avant tout une explication plus détaillée que celle que vous m'avez donnée l'autre jour sur la question en suspens. En conséquence, je vous prie de me la donner par écrit, pour pouvoir juger si je puis continuer mes relations avec la maison R... ou non. »

Signé : C. »

Il n'était pas timbré par la poste. En remettant au colonel Picquart, le capitaine Lauth lui dit : « Y en aurait-il encore un ? » — c'est-à-dire un deuxième timbre ?

Le colonel Picquart fait alors photographier le « petit bleu » par le capitaine Lauth, qui s'adjoint le capitaine Junk pour cette besogne. Comme pour la photographie du bordereau et comme pour la photographie de tous les autres documents, « Ce canaille de D... », etc., l'opérateur est invité à faire disparaître les traces de déchirures sur le cliché et sur les épreuves. Rien de plus simple, rien de plus naturel. Le capitaine Lauth, du reste, de son propre aveu, ne conceit aucun soupçon. L'original ne reste-il pas, en tout état de cause, à la disposition de qui de droit ? Quant à la demande formulée par Picquart — d'après le capitaine Lauth — de faire apposer un timbre sur le « petit bleu », elle est tout simplement absurde : le timbre aurait été à ce document toute la valeur qu'il tenait de son lieu d'origine.

Quelle est donc l'origine du « petit bleu » ? On a fait diverses suppositions. D'aucuns prétendent que cette dépêche a été dérobée chez le concierge de l'ambassade d'Allemagne. S'il en fut ainsi, le « petit bleu » n'eût pas été déchiré. Or, il a été trouvé déchiré. D'autres supposent que le « petit bleu » a été pris dans la poche de l'expédition, avant d'être mis à la poste. Cela encore est inexact.

Voici la vérité : Tout le monde sait aujourd'hui que l'auteur du « petit bleu » est l'agent A (Schwarzkopfen). Ce dernier, soit qu'il ait écrit lui-même le télégramme en déguisant son écriture, soit — et c'est infiniment plus probable — qu'il l'ait dicté à une personne sûre, s'est tout à coup ravisé et a renoncé à l'envoyer. Pour quelle cause ? Une nouvelle requête au moment où il allait le faire mettre à la poste l'a-t-il fait changer d'avis ? Est-ce pour tout autre motif ? On l'ignore. Mais, dans quelque hypothèse que ce soit, ce qui semble certain, c'est que l'expédition a été lacérée sans le « petit bleu » au panier.

Apporté en fragments dans le cimetière, avec d'autres documents également lacérés, il a été remis par l'agent secret à Henry, puis par Henry au colonel Picquart, puis par ce dernier au capitaine Lauth qui l'a reconstitué.

Et voilà comment le colonel Picquart, qui connaissait l'origine du « petit bleu », — exactement la même que celle du bordereau, — a été mis sur la trace d'Estherazy.

(A suivre.)

Le Monde et la Ville

SALONS

— L'ambassadeur d'Angleterre et lady Monson ont donné hier un dîner de vingt-deux couverts. Au nombre des convives :

Princesse Dolgorouki, lord et lady Pembroke, lady Beatrice Herbert, lord et lady de la Warr et sa fille, lord Cross, lady Mary Sackville, l'honorable Michael Herbert et Mme Herbert, M. et Mme Austin Lee, le colonel Douglas Dawson, l'honorable Reginald Lister, M. Charles Marling, l'honorable Maurice Baring, l'honorable Jack Monson, etc.

— Grand dîner, avant-hier, chez le ministre de l'Intérieur et Mme de Piza, dont les convives étaient :

Le ministre des affaires étrangères et Mme Delcassé, le ministre de l'Instruction publique et Mme Georges Leygues, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Intérieur et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Instruction publique et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Agriculture et Mme de Lamoignon, le ministre du Commerce et Mme de Lamoignon, le ministre de la Guerre et Mme de Lamoignon, le ministre de la Marine et Mme de Lamoignon, le ministre de la Justice et Mme de Lamoignon, le ministre de l'Industrie et Mme de Lamoignon, le ministre de l

LE RETOUR DU PRINCE MALICK EN PERSE

Le prince Malick-Mansour-Mirza, fils cadet du schah de Perse, et qui a été notre hôte, est rentré hier à Téhéran, après une longue absence.

Il a été reçu non seulement avec les honneurs dus à son rang, mais encore avec une affectueuse sollicitude de la part du souverain, qui attend beaucoup de ce voyage.

On a dit intentionnellement que le prince Malick ne voyageait en Europe que pour rétablir sa santé : nous pouvons dire maintenant, d'après les renseignements qui nous parviennent de Téhéran, que la santé du prince était plutôt un prétexte, et que le but réel de ce voyage, s'il n'avait rien de diplomatique, avait cependant une grande importance politique pour la Perse.

Depuis qu'il est au pouvoir, Mozaffereddin a déjà introduit certaines réformes dans son gouvernement, et ce qu'il en a fait montre ce qu'il veut faire. Mais éloigné longtemps du pouvoir, cantonné dans une ville secondaire de la Perse, et empêché de voyager en Europe, le nouveau Schah a voulu qu'un de ses fils au moins fût à même de connaître à fond la civilisation européenne, l'organisation des gouvernements, des administrations des villes, et les progrès de la science et de l'industrie. C'est dire quelle place tiendra plus tard, dans les Conseils de la monarchie, le jeune prince qui apporte des renseignements précieux, sinon encore des avis.

On s'étonnera, en Europe, qu'une mission si complexe et si délicate ait pu être confiée à un jeune homme de dix-neuf ans. Mais il faut tenir compte dans cette appréciation de plusieurs faits essentiels. Tout d'abord, la maturité de l'intelligence est plus prompte dans ces races orientales, et elle est surtout remarquable chez ce jeune prince ; son ancien précepteur, un Français, en a parlé ici même, lorsque le prince Malick arriva à Paris. Le Schah ne pouvant envoyer, pour des raisons que nous ignorons, le prince héritier, a fait choix de celui de ses autres enfants qui pouvait le mieux remplir cette mission, et il ne s'est certainement pas trompé.

Tous ceux qui, en Europe, ont pu approcher le prince ont été émerveillés de sa précoce intelligence, de la pondération de son esprit et de ses paroles, et de la facilité avec laquelle il comprenait et retenait tout ce qui devait attirer son attention.

Il a parcouru successivement la Russie, l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, l'Autriche, visitant les musées, les monuments, les établissements scientifiques et industriels, se mettant en rapport avec les hommes marquants de chaque pays, assistant à de nombreuses fêtes qui lui étaient données, et partout il a montré, par son zèle infatigable, que sa santé était moins en jeu que sa légitime curiosité.

Malgré son incognito, il a reçu partout le plus flatteur accueil, et il a, en retour, charmé ses hôtes par sa grâce juvénile, son grand air et son esprit. A Berlin et à Vienne il a été l'objet d'attentions toutes particulières de la part des souverains ; en Belgique il a été l'hôte du Roi ; à Paris M. Félix Faure l'a accueilli avec les marques d'une vive sympathie, et partout on a semblé comprendre quelle était sa tâche, et on a tout fait pour la lui faciliter.

On peut donc affirmer que les souvenirs emportés par le prince, de ce long et instructif voyage, ne seront pas improductifs, et que la Perse va peut-être entrer, de ce jour, dans une voie de progrès qui sera pour elle une ère de prospérité.

NOTES D'UN PARISIEN

Il faut, comme dit l'autre, être de son temps, et encourager, partout où il se rencontre, le sentiment de l'actualité. On ne peut qu'applaudir, à ce titre, aux fêtes qui viennent d'avoir lieu à Saint-Tropez, dans le Var, pour commémorer l'anniversaire de l'expulsion des Sarrasins, petit souvenir local qui, si j'ai bonne mémoire, remonte à l'an 972, du temps où la gentille ville s'appelait encore *Heraclea Caccabaria*, un nom bien français, comme on voit.

Non loin de là, une autre fête commémorative se célèbre presque à la même époque. Elle a lieu à Aix-en-Provence, et a pour but de fêter la victoire que Marius remporta sur les Teutons en l'an 102 avant Jésus-Christ. C'est donc un anniversaire encore plus respectable que celui de Saint-Tropez. Mais on a bonne mémoire dans le Midi. Tous les ans, pour fêter ce souvenir patriotique, les bonnes gens d'Aix s'en vont au petit village des Milles, où se trouvait le camp de Marius, et ils célèbrent ce chapitre de leur histoire locale, en mangeant force cervelas arrosés d'excellent vin cuit.

Pendant ce temps, les gens de Saint-Tropez organisent la fête de la Bravade, cérémonie pittoresque et compliquée à la fin de laquelle les Sarrasins sont régulièrement mis en pièces, mais, cette fois, en effigie. Après quoi, à Aix comme à Saint-Tropez, chacun retourne à ses occupations. Mais du moins l'on s'est amusé, et, dans l'entraînement général, une trêve s'est produite aux querelles et aux passions du moment. Il paraît, en effet, qu'en l'honneur de Marius et de la Bravade, on oublie pour quelques heures tous les dissentiments, et qu'il n'est même plus question, pendant deux jours, des élections municipales. L'histoire de Paris est bien plus fertile en souvenirs, et cependant je vous défie bien, même en remontant au dixième siècle, d'en trouver un qui, ne fût-ce que pendant dix minutes, puisse nous donner un peu de repos et nous permette de boire du vin cuit, tous ensemble...

E.

L'empereur Guillaume II à Metz

Berlin, 19 mai 1899.

On a été très surpris ici de lire dans les journaux français un télégramme daté d'Ars-sur-Moselle, d'après lequel l'empereur d'Allemagne, à l'occasion de la pose de la première pierre du fort de Saint-Blaise, aurait prononcé un dis-

cours où la France était représentée comme l'ennemi.

Or, l'empereur n'a prononcé aucun discours à cette occasion. Voici ce qui s'est passé : dans la première pierre a été scellé un document qui contient l'histoire de l'ancien château de Saint-Blaise.

Le document se termine ainsi : « Du haut de cette colline, en 1870, les avant-postes allemands regardaient la ville de Metz où était enfoncée la brave (tapfere) armée française. Que ce nouveau fort soit élevé comme un boulevard invincible protégeant l'Empire allemand contre ses ennemis (Bollwerk dem Deutschen Reich zum Schutz seinen Feinden zum Trutz). »

Ce document était signé de l'empereur, des généraux et des autres personnages présents à la cérémonie. Et c'était tout. Il serait intéressant de savoir l'origine du télégramme qui a fait le tour de la

presse et qui raconte l'histoire inexacte d'un discours de Guillaume II désobligeant pour la France.

Ligue des Contribuables

LE CONGRÈS DE LA PROPRIÉTÉ BÂTIE

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Nantes, 19 mai.

Le congrès annuel de la propriété bâtie tient depuis dimanche dernier ses assises dans l'hôtel des Sociétés savantes de Nantes. On ne s'y renferme point, comme on pourrait le croire, dans des discussions d'ordre purement théorique. Tous

les sujets intéressant la propriété et ses rapports avec le fisc sont traités par des hommes pratiques dont le but est de chercher un remède aux abus que commettent chaque jour, contre les propriétaires, les différentes administrations publiques. D'autre part, et aujourd'hui plus que jamais, en présence des dangers que font courir à la propriété, sous toutes ses formes, les innovations fiscales de nos réformateurs parlementaires, le congrès prend un caractère d'énergie, protestation contre la politique financière suivie dans ces dernières années.

Le congrès de la propriété bâtie, auquel assistent tous les représentants des syndicats de Paris et de province, est présidé cette année par l'honorable M. Delays, avocat à la Cour d'appel de Paris. Les sections qui y sont représentées comptent chacune un président. On a fait à notre collaborateur M. Jules Roche l'hon-

neur de lui confier la présidence de la quatrième section, qui devait plus particulièrement s'occuper des questions d'impôt actuellement à l'ordre du jour. Cette sympathie particulière que manifestent les Nantais pour l'éminent président de la Ligue des contribuables avait vivement touché notre collaborateur ; mais, à son grand regret, venant d'accomplir un voyage en Russie, il n'a pu se rendre à l'appel des congressistes et a délégué la présidence à M. Paul Beauregard, député de Paris, qui a clos les séances du congrès par une magnifique conférence.

Le public d'élite qui assistait à cette dernière séance a fait au secrétaire général de la Ligue des contribuables l'accueil le plus enthousiaste, et cet accueil était d'autant plus justifié que le sujet traité par l'orateur sollicitait particulièrement l'attention de l'auditoire.

M. Paul Beauregard a discuté le nou-

veau projet d'impôt sur le revenu déposé par le ministre des finances, M. Peytral, sur le bureau de la Chambre et soumis en ce moment à l'examen d'une Commission spéciale. Avec un rare bonheur d'expressions, l'orateur a démontré que cet impôt, que l'on représente comme dégressif, est en réalité progressif ; qu'il porte atteinte aux intérêts les plus urgents de ce pays, et que son effet, contrairement aux affirmations de ses partisans, serait de peser plus lourdement sur la classe moyenne de la population et, par répercussion directe, sur les classes populaires.

M. Paul Beauregard n'a pas dissimulé le caractère arbitraire du nouvel impôt, se demandant par quel miracle d'arithmétique on parviendrait à borner au taux fixé par le projet les exigences d'une représentation politique ayant à faire face à des charges toujours crois-

RACE CANINE AMÉLIORÉE

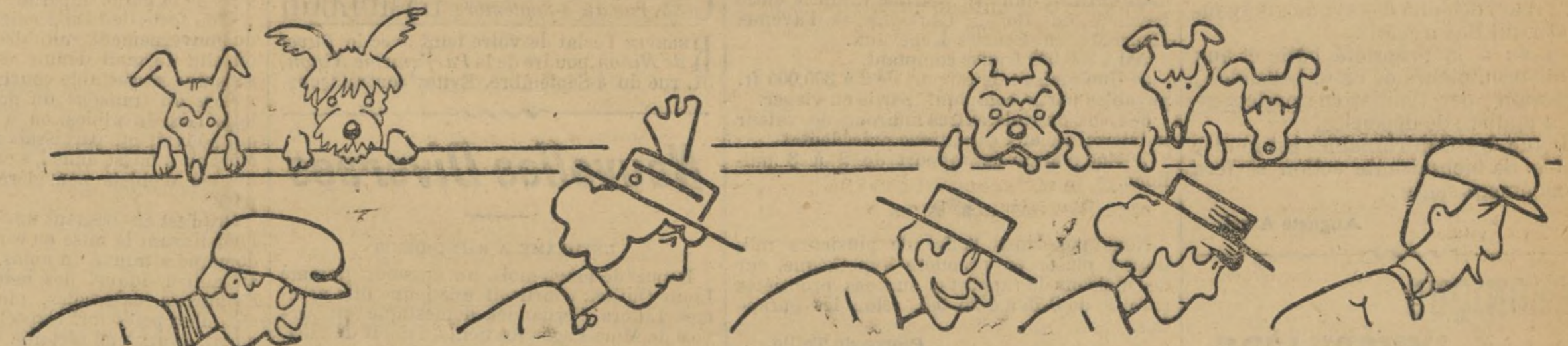
PAR CARAN D'ACHE



LE PROFESSEUR. — Il n'y a pas bien longtemps encore, les chiens étaient les fidèles compagnons de nos promenades, ils nous suivaient partout, ils partageaient notre joie de vivre...

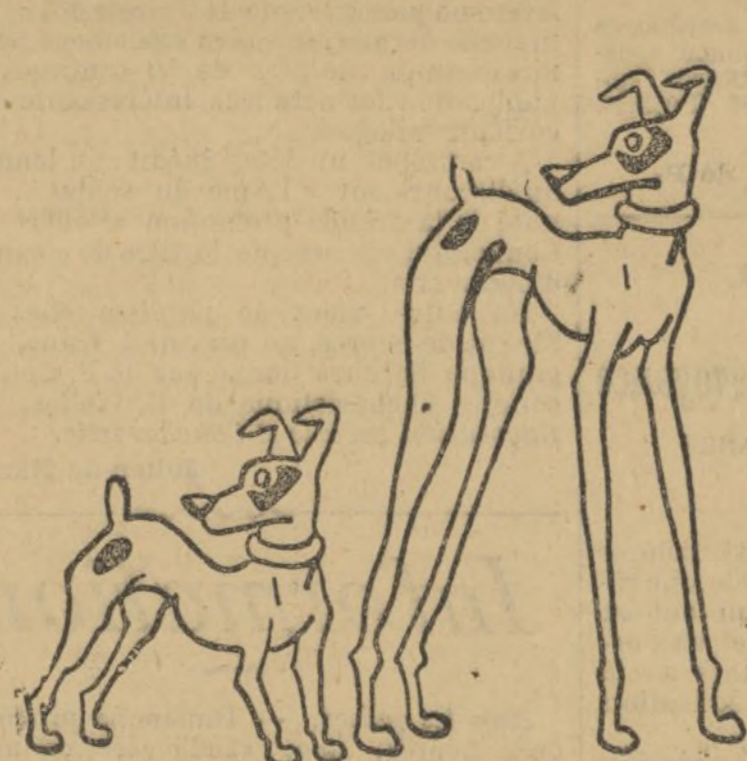


Hélas ! le cyclisme a changé tout cela, sous le prétexte barbare — mais juste — que ces petits êtres ne pouvaient pas suivre la reine bicyclette, qu'ils n'étaient pas taillés pour la course, qu'ils n'étaient plus dans l'air...



Je t'écoute ! du quarante à l'heure !

Alors, m'inspirant de l'exemple que nous donnent les girafes d'une part et, d'autre part, les kangourous, j'impose aux chiens une série de dures d'exercices analogues à ceux que font subir à leurs enfants les parents kangourous et girafes. J'arrive ainsi à transformer la race canine et à la rendre apte à produire des vitesses que le cycle lui enviait. Voyez mes élèves, avant et après le traitement :



JACK, avant et après.



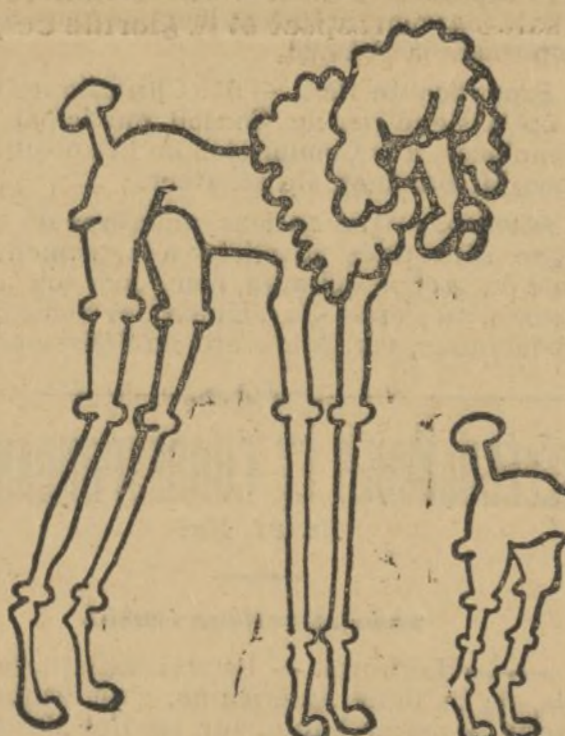
TOMMY, avant et après.



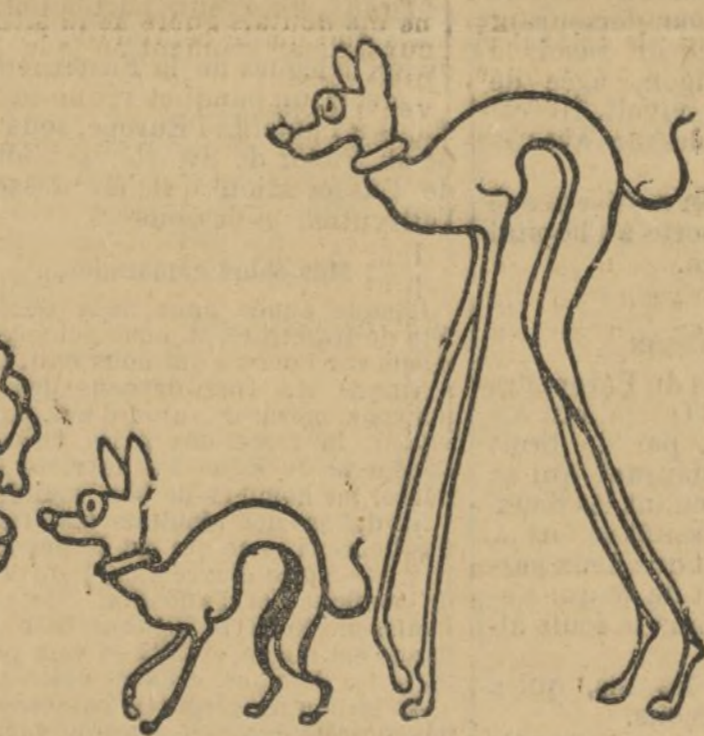
CHARLEY, avant et après.



NERO, avant et après.



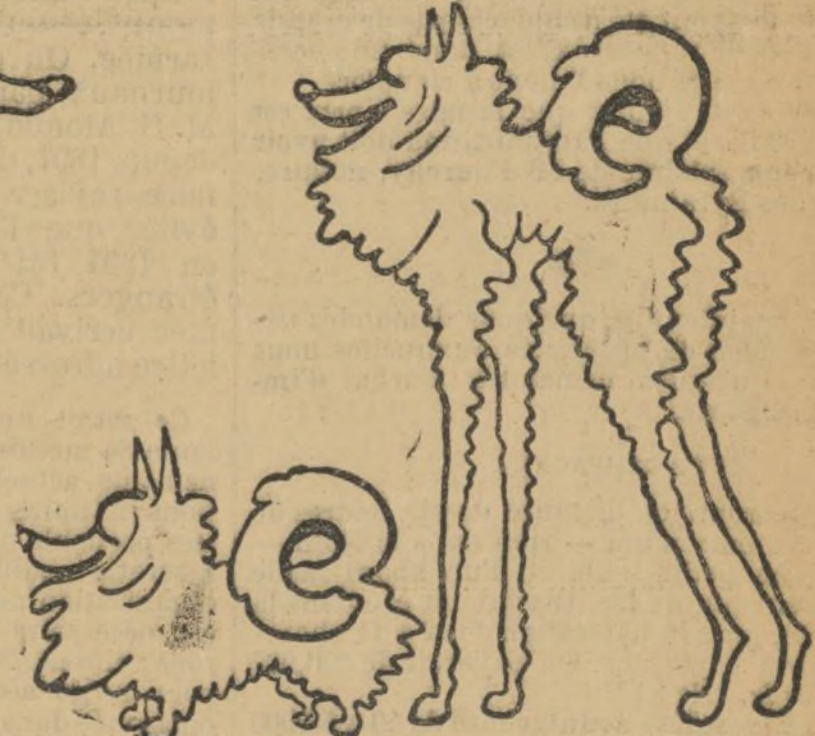
ZIM, avant et après.



KIKI, avant et après.



LOOTY, avant et après.



SPITZ, avant et après.



— Vous m'enthousiasmez, docteur. Multipliez donc mon Billy.



— Fichtre !... Je n'avais pas pensé à cela !

santes et à des demandes de crédits électoraux toujours renouvelées.

Ces paroles amenaient l'orateur à parler de la Ligue des contribuables, du but patriotique qu'elle poursuit, des merveilleux résultats déjà obtenus par elle. Dans une péroraison brillante, il a fait appel aux Nantais, leur démontrant que seule la Ligue des contribuables peut aboutir à un résultat pratique en groupant toutes les forces de résistance qui signent et qui, agrégées enfin pour une action commune, opposeront une infranchissable barrière aux fantaisies des politiciens.

De chaleureux applaudissements ont accueilli le remarquable discours de M. Beauregard, et un vœu tendant à la suppression de l'initiative parlementaire en matière de dépenses a été émis à l'unanimité. Le soir, un banquet réunissait tous les congressistes. Il était présidé par M. Linnier, avocat, président de la Société de la Loire navigable, ayant à sa droite, le maire de Nantes, à sa gauche, M. Paul Beauregard, en face, MM. Paul Renaud, Gay, représentant les chambres syndicales des propriétaires nantais, Echenoz, secrétaire du Congrès, P. Rouillard, etc. Plusieurs toasts ont été portés au dessert, par MM. Linnier, Arreau, délégué des syndicats lyonnais, et Paul Beauregard.

On a bu à la propriété bâtie et aux vaillants promoteurs de cette belle idée : suppression de l'initiative parlementaire en matière de dépenses.

La Ligue des Contribuables est fondée à Nantes. Sa bienfaisante action se fera prochainement sentir.

Auguste Avril.

CHRONIQUE IMMOBILIÈRE

Pour nous permettre de répondre aux désirs de nombreux lecteurs du *Figaro* que la saison presse pour l'acquisition d'une propriété de campagne, nous ne jetterons qu'un rapide coup d'œil sur le résultat des adjudications de cette semaine.

Sans être complet, ce résultat n'est pas, cependant, défavorable : vingt-trois immeubles ont été adjugés, dont les plus importants, et la plupart avec de bonnes plus-values. D'ailleurs, le montant des adjudications : 3,200,000 francs, montre que les enchères ont largement favorisé les offres.

Ce résultat vient à l'appui de notre opinion que les ventes par adjudication ne devraient être tentées que sur des mises à prix basses, ces sortes de ventes ne permettant pas la discussion des conditions comme les ventes à l'amiable. Nous complétons, d'ailleurs, cette manière de voir dans un prochain article.

La place ne nous permet pas de donner la description des immeubles qui viendront ce mois-ci en adjudication. Cependant, comme nous recevons souvent des demandes d'achat d'hôtels particuliers, nous croyons devoir nous arrêter sur un des immeubles de cette sorte qui sera mis en vente le 30 mai prochain, à la Chambre des notaires. Celui-ci est un ravissant hôtel, avec écuries et remises, situé avenue du Bois-de-Boulogne, n° 56, à l'angle de la villa Said. Bâti sur 770 mètres, il comporte, en outre du petit jardin en façade sur l'avenue, un bâtiment principal et des communs avec superbe cour où plusieurs voitures peuvent évoluer à l'aise.

Les hôtels deviennent rares sur cette merveilleuse avenue, où le plupart de ceux qui s'y trouvaient ont été remplacés par de grands immeubles de rapport. C'est donc une occasion unique que nous tenons à signaler.

Il nous faut ajouter que la mise à prix est de 450,000 fr. et que l'adjudication doit avoir lieu par le ministère de M. Fourchy, notaire, 41, rue des Pyramides.

Voici, maintenant, quelques demandes urgentes d'achat de propriétés, auxquelles nous joignons quelques demandes d'achat d'immeubles à Paris.

PROPRIÉTÉS DE CAMPAGNE :

1° Une propriété, distante de six heures de Paris, au maximum, rien dans le Nord, près d'une petite ville et d'un abord facile comme chemin de fer. Rivière ou eau dans la propriété, grande habitation de 12 à 14 chambres, beau pays, vue. On payerait de 450,000 à 500,000 fr. (N° 1).

2° Une propriété d'avantage de 40 à 50,000 francs, avec une petite ferme si possible dans un rayon de deux heures de Paris—près d'une petite ville. (N° 4).

3° Une propriété d'agrément, dans région montagneuse, de 40 à 50 hectares, avec parc de 10 à 12 hectares, habitation de 8 à 10 chambres, écuries, cours d'eau dans la propriété. On offre jusqu'à 300,000 francs. (N° 5).

4° Une propriété à proximité de Paris, avec, rivière navigable, habitation de 7 à 8 chambres, parc de 6 hectares minimum. Prix de 100 à 120,000 francs. (N° 8).

5° Une propriété, ligne de l'Ouest, jusqu'à deux heures de Paris, communications faciles, de 3 ou 4 hectares, rivière très à proximité, habitation 4 ou 5 chambres, écuries. On offre de 40 à 50,000 francs. (N° 10).

6° Une propriété à deux ou trois heures de Paris, parc en amphithéâtre, grande habitation confortable ou ancienne habitation à reconstruire. Rivière dans la propriété. Contenance jusqu'à 100 hectares environ. Peu ou pas de terres à cultiver. De préférence des bois. (N° 14).

On offre de 200 à 250,000 francs (N° 11).

7° Une propriété à une heure de Paris au plus, sauf, autant que possible, les lignes de Lyon et d'Orléans; de préférence ligne de l'Ouest. Parc de 10 hectares, eau, habitation, 10 chambres au moins (N° 15).

8° Une ferme, à proximité de station, ligne de Soissons, environs de Villers-Cotteret, plutôt avant. Rapport de 10 à 12,000 francs environ. (N° 16).

9° Propriété, ligne du Nord, de Chantilly à Noyon, bonne construction. Jolie vue indispensible et à proximité d'une gare. On offre de 35 à 40,000 francs (N° 17).

10° Une ferme située de 40 à 50 kilomètres de Paris, peu éloignée d'une gare et propre à l'établissement d'une grande vacherie, 100 à 200 têtes de bétail (N° 18).

11° Une propriété, à deux heures de Paris au plus, de 25 à 30 hectares, belle vue, chasse, près ville de ressources, habitation de 6 à 8 chambres au moins, écuries. (N° 20).

12° Une propriété avec bâtiments de ferme ou autres et dépendances, pour exploitation agricole. Superficie de 10 à 15 hectares. Puits d'eau, bassin, mare, ou ruisseau dans la propriété. Il est indispensable que la terre soit légère et sablonneuse. De préférence ligne de l'Ouest jusqu'à 100 kilomètres au plus. (N° 21).

13° Une grande propriété, de préférence dans le centre, située jusqu'à cinq heures de Paris, comprenant des bois importants, étangs et rivières, parcs giboyeux. Habitation de 6 à 8 chambres au moins. (N° 22).

14° Une propriété d'agrément et de rapport; au besoin terrain sans constructions, bois et terres cultivables de 50 hectares — située dans le Midi, du côté des Pyrénées ou, si possible, au bord de la mer. — Chasse, pêche. (N° 23).

15° Une propriété aux environs de Paris, entre 100,000 et 200,000 fr. (On désire une occasion). (N° 24).

16° Un domaine de 100 à 120,000 fr. dans

un rayon de 30 à 40 lieues de Paris, comportant une ferme libre de location, des prairies avec eau vive et un petit bois.

Le prix serait payable partie espèces et partie en viager. (N° 25).

17° Un petit domaine de 15 hectares environ — eau dans le domaine, habitation de 8 chambres au moins — écuries et remises — situé jusqu'à 60 ou 70 kilomètres de Paris et de préférence lignes d'Orléans ou de Lyon. Communications faciles. On payerait jusqu'à 300,000 fr. (N° 27).

18° On achèterait les hautes futaies et les réserves de bois à défricher de l'importance, quelle essence et quelle qu'en soit la région. La valeur de 100,000 francs environ. (N° 28).

Nous prions les lecteurs qui nous enverraient des offres de nous indiquer le numéro dont nous faisons suivre chaque avis.

A Paris, on nous demande :

1° Un hôtel près de l'Étoile, environ 450,000 francs.

2° Un immeuble de 400,000 francs, grande voie, quartier de l'Étoile, loyers de 1,500 à 3,000 francs.

3° (Urgent.) Une maison de 12 à 150,000 francs, quartier Vivienne, entre la Bourse et l'Opéra, ou grands boulevards, jusqu'à la rue Drouot.

4° (Tout de suite.) Un hôtel particulier, bien situé et libre, dans le quartier compris entre l'avenue du Bois-de-Boulogne et l'avenue Henri-Martin. Ecuries 4 chevaux. 200 à 250,000 francs comptant.

5° Une maison de rapport de 2 à 300,000 fr. payables partie comptant, partie en viager.

6° Deux ou trois maisons de valeur indéterminée, aux conditions précédentes.

7° Une maison de rapport de 2 à 3 millions.

Nous possédons l'offre de plusieurs millions à placer en première hypothèque, sur des maisons de rapport et sur des propriétés rurales, de 875 à 425 0/0, selon les garanties.

Pierre de Taille.

MÉMENTO FONCIER

A vendre à l'amiable, une maison, à Paris, 84, rue des Gravilliers. Revenu net : 11,856 fr. 50. Prix à débattre. S'adresser chez M. Garanger, notaire à Paris.

A adjuger à la Chambre des notaires : Le 6 juin, par M. W. Bazin, notaire, une maison, 13, rue Cambon. Contenance, 411 mètres carrés. 28,177 francs. Mise à prix : 400,000 francs.

Le 13 juin, par M. d'Hardivillier, notaire, maison, boulevard de Sébastopol, 69. Revenu brut, 17,860 fr. Mise à prix : 450,000 fr. Maison, rue de Clichy, 61, et rue de Paris, 2. Revenu brut, 12,785 fr. Mise à prix : 150,000 fr.

P. de T.

LES ENNEMIS DE L'ARMÉE

Parmi les calomnies dirigées contre les hommes qui ont élevé la voix en faveur de la révision du procès Dreyfus, il n'en est pas de plus répandue ni de plus injuste que celle qui fait d'eux des ennemis de l'armée. M. A-t-on pas vu M. George Dreyfus, qui son attachement passionné à nos gloires militaires faisait naguère traiter de « cocardier », accusé d'attaquer l'armée parce qu'il n'a pu supporter l'idée qu'un officier fût, sans preuves, condamné pour trahison ?

Il y a eu, nous avons publié de cela, un moment où l'on a prétendu que l'ennemi de l'armée, on classe aussi, dans certains journaux, parmi les ennemis de l'armée, M. G. Monod, parce qu'il n'a pas cessé, depuis 1897, de supplier nos ministres de faire réviser le procès Dreyfus, pour éviter que l'erreur judiciaire commise en 1894 fût un jour révélée par les étrangers. Ce prétendu ennemi de l'armée écrivait le 8 février 1898 dans une lettre adressée au directeur de *l'Aurore* :

Ce serait une grande erreur et une grande faute de mettre en cause, à propos des événements actuels, notre armée et nos institutions militaires. Il est très possible et même très probable que le développement de la démocratie modifiera sur plusieurs points notre organisation militaire actuelle, mais elle nous est nécessaire dans l'état présent de l'Europe; elle ne peut être attaquée sans danger pour notre sécurité nationale et pour notre puissance dans le monde. Elle est en même temps, à l'intérieur, un élément de paix et de liberté. Sans nos institutions d'armée et de police, les minorités seraient opprimées par la force et la brutalité des majorités qui sont encore, ainsi que nous le constatons tous les jours, dans un état voisin de la barbarie.

Et voici comment s'exprimait cet ennemi de l'armée dans la dernière lettre qu'il ait adressée à M. Hanotaux, le 8 septembre 1898 :

Mon cher ami, je vous adresse un suprême appel. Dès le mois de juillet 1897, je vous ai supplié de prendre en main la révision du procès Dreyfus, parce que je tremblais que les étrangers, qui ont tous les documents entre les mains, ne révélassent un jour notre coupable erreur, pour jeter le trouble dans le pays et le discrédit sur notre armée. Vous m'avez écrit le 23 novembre dernier qu'il vous faudrait des lumières supérieures pour vous diriger dans toutes ces ténèbres. Vous devez les avoir eues, ces lumières éblouissantes et cruelles, vous qui n'avez jamais cru à la culpabilité de Dreyfus, lorsque MM. Tornielli et de Münster vous ont révélé la fabrication des faux Henry, lorsque vous avez vu M. de Bois-deffre envoyer M. Paulin de Saint-Moré (qui ne lui pardonne pas) chez M. Rochefort pour lui communiquer la fausse correspondance de Guillaume II, lorsque vous avez vu l'état-major que vous aviez certainement prévenu de la fausseté de la correspondance Schwartzkoppen-Panizzardi, s'en servir d'abord pour tromper les jurés, puis pour tromper Cavagnac.

Quel malheur que vous n'avez pas pu, comme vous l'avez voulu, et ce qu'on m'a assuré, faire suspendre le procès Zola, poursuivre les faussaires et employeurs de faux, et ouvrir ainsi la révision du procès Dreyfus par le châtiment des meneurs de cette affreuse intrigue. Vous avez dû reculer devant la crainte de la guerre civile, et même, à ce que j'ai su, par la conviction que les faussaires de l'erreur judiciaire de 1894 préféraient la guerre étrangère à la guerre de leur pays. Mais aujourd'hui, nous n'avons plus cela à craindre. Ils se rendent justice à eux-mêmes et tout ce qu'ils demandent, c'est d'être oubliés. Vous qui pouvez être écouté partout, qui pouvez être entendu du Président de la République, du président du Conseil, des ministres de la justice et de la guerre, ouvrez-leur les yeux, montrez-leur ce que vaut cette infâme invention des faux Guillaume-Münster-Dreyfus, et de quelles odieuses machinations la France a été victime. Ce qui importe avant tout, c'est, avec la réparation de l'injustice commise, le rétablissement d'un haut commandement digne de respect, honnête et capable.

M. de Pellieux avait raison de dire que la nation doit avoir confiance dans ses chefs. Pour cela, il faut qu'elle ait des chefs dignes de confiance. Cette crise abominable, odieuse, où toutes les mauvaises passions se sont données carrière, grâce, il faut le dire, au manque de prévoyance et de courage des hommes

politiques, n'aura pas été inutile si elle nous débarrassait des incapables et des intrigants qui avaient mis la main sur notre armée.

Vous pouvez beaucoup, mon cher ami, vous pouvez plus que personne, je vous le dis depuis un an, pour amener la fin de cette crise, qui menace de tuer la République et la France.

Tout à vous.

Gabriel Monod.

AVIS DIVERS

LE SEUL exterminateur des points noirs du nez, c'est l'*Anti-Bolbos de la Parfumerie Exotique*, 35, rue du 4-Septembre. Eviter contrefaçons.

LANGHAM HOTEL, rue Boccador, 49, de l'Hotel, Ch.-Elysees, 1^{er} ord.

PENDANT LES REPAS, EAUX GAZEUSES SCHMOLL

LES ANALYSES MÉDICALES (urines, crachats, sang, etc.) exigent un outillage perfectionné et une grande science. Elles sont exécutées d'une façon irréprochable dans LE LABORATOIRE MODÈLE DE LA PHARMACIE NORMALE

DE LA PHARMACIE NORMALE, rue Drouot, 19

Par l'un des directeurs, ancien chef de laboratoire de la Faculté de médecine de Paris.

CYCLISTES, exigez les SELLES LAMPLUGH 35, rue du 4-Septembre.

RELEVÉ l'éclair de votre tinte avec le Duvet de Ninon, poudre de la Parfumerie Ninon, 31, rue du 4-Septembre. Evitez contrefaçons.

Nouvelles Diverses

UN DRAME A SAINT-DENIS

Depuis de longs mois, un ajusteur, nommé Louis Quillet, courtisait une jeune fille nommée Linora Fernand, domestique au service de Mme Page, qui tient un débit de vins, 142, avenue de Paris, à Saint-Denis.

La jeune fille avait résisté à toutes les avances de son admirateur, qui en conçut le plus vif dépit.

Dernièrement, il lui dit qu'il la tuerait plutôt que de la voir devenir la femme d'un autre. Elle le plaisantait, ne croyant pas à la sincérité de ces protestations tragiques.

Quillet vint hier déjeuner, vers une heure de l'après-midi, dans l'établissement. Il demanda à Linora de faire passer son marteau, qu'il lui donna la promesse qu'elle n'apprendrait qu'à lui. La jeune fille se mit à rire. Alors, devenant furieux, l'ajusteur sortit un revolver de sa poche.

— Puisque vous persistez à vous moquer de moi, dit-il, je vais vous tuer et je me brûlerai ensuite la cervelle !

Linora Fernand vit briller dans les yeux de son amoureux, sous le regard d'une telle résolution de mettre ses paroles à exécution qu'elle s'enfuit dans la cuisine.

Quillet l'y poursuivit et tira sur elle, après avoir brisé un carreau de la porte, trois coups de revolver.

La jeune fille tomba, et simula la mort. Croquant l'avoir tuée Quillet, tournant son arme contre lui-même, se logea deux balles dans la tête.

Avant d'expirer il dit ces seuls mots : — Je l'aimais tant que je voudrais... Il ne put achever la phrase commencée...

Son cadavre a été transporté provisoirement à la morgue de Saint-Denis et M. le commissaire du quartier nord a prévenu la mère du défunt qui habite Creil.

Autre drame de la jalousie. C'est à Puteaux qu'il s'est passé.

Vers cinq heures, un journalier, âgé de son amant, Henri Trovée, demeurant 14, rue Gherard, a coupé avec un rasoir la gorge de la veuve Rosine Vigon, âgée de quarante ans, avec laquelle il vivait. Il s'est ensuite fait à la gorge une blessure avec la même arme.

Le cadavre de la veuve Vigon a été envoyé à la Morgue. Trovée a été porté à l'hôpital Laënnec. Son état est désespéré.

ENTRE PATRON ET GARÇON

Les commerçants des galeries du Bonaparte et de l'Horloge, passage de l'Opéra, ont été mis en émoi, avant-hier soir, par le bruit d'un coup de feu parti du restaurant qui se trouve dans la petite arrière reliant les deux galeries. Un rassemblement aussitôt se forma au pied de l'escalier et, pendant que deux gardiens de la paix s'enquerraient de ce qui s'était passé, les commentaires dans la foule allaient leur train.

— C'est le patron, disaient les uns, qui a voulu assassiner un de ses garçons.

— Mais non, répondent d'autres badauds, plus mieux informés d'ailleurs, c'est tout le contraire.

Ni l'un, ni l'autre de ces deux versions n'était vraie. La vérité, la voici :

M. Colin, patron du restaurant en question, comptait au nombre de ses employés, un nommé Tétot, âgé de vingt-cinq ans. Cet individu est, paraît-il, d'une maladresse insigne et, comme on le dit vulgairement, il a la main maladroite. Avant-hier, plus maladroit encore que d'habitude, il brisa plusieurs pièces de vaisselle.

Le patron qui, malgré tout, tenait à ce garçon dont Phonnéteté lui était connue, ne put s'empêcher de lui faire des observations, l'invitant à apporter plus d'attention à ce qu'il faisait.

Tétot prit mal la remontrance et, cédant à un mouvement de colère irréfléchi, il se précipita sur son patron. Celui-ci ne se sentant pas de force à lutter avec son agresseur dont la fureur allait toujours croissant, s'arma d'un revolver et tira le but unique d'effrayer Tétot.

M. Colin et son employé ont été conduits chez M. Archer, commissaire de police. Ce magistrat, après avoir entendu les parties, a laissé M. Colin en liberté et a envoyé Tétot au Dépôt, sous inculpation de coups et blessures.

En somme beaucoup de bruit pour peu de chose.

M. L., qui a son domicile avenue de Saint-Ouen, possède, rue Saint-Vincent, à Montmartre, une petite maison derrière laquelle il a, tout récemment, fait édifier un bâtiment en planches dans lequel il a installé un pigeonnier et un poulailler. Cette maisonnette n'a pas gardé et cette circonstance devait faciliter le vol dont M. L. a failli être victime.

Avant-hier, il vint visiter, dans la soirée, sa propriété. A cinquante mètres avant d'y arriver, il fut saisi très bas par un individu aux allures de rôdeur, qui portait un sac assez volumineux.

Très surpris d'être politesse inusitée chez les gens de cette espèce, M. L. prit d'un soupçon et, hâtant le pas, il pénétra dans la maison. Son soupçon se trouva justifié : poules, lapins et pigeons avaient disparu. L'homme si poli devint être le ravisseur des volailles.

M. L., prit son revolver et s'élança à la poursuite de cet individu qu'il rejoignit rue des Saules. Une discussion s'engagea entre eux, au cours de laquelle le sac, tombant à terre, laissa échapper son contenu : trois poules, cinq pigeons, six lapins.

Se voyant découvert, le voleur prit la fuite. M. L. tira plusieurs balles dans sa direction, sans succès. Mais le bruit de ces détonations successives avait mis en éveil des gardiens de la paix qui donnèrent la chasse au fugitif. Celui-ci, serré de trop près, s'arma à son tour de son revolver et fit feu sur les agents. Les projectiles leur sifflèrent seulement aux oreilles.

Le malfaiteur finit par être arrêté et on le

conduisit chez M. Carpin, commissaire de police, auquel il déclara se nommer Henri Menay, âgé de dix-neuf ans.

Ce voleur de poules, qui n'en est pas à son coup d'essai, a été envoyé au Dépôt.

Quant à M. L., il est rentré en possession de son bien, moins cependant deux lapins qu'il ont cherché un refuge dans l'ancien cimetière de Montmartre.

ACCIDENTS

Le train 615 se mettait en branle, hier, après-midi, très tôt, à la gare du Nord, quand la portière d'un compartiment s'ouvrit subitement. Un enfant de cinq ans tomba du wagon sur la quai et se fit, dans sa chute, des contusions qui ont nécessité son transfert à l'hôpital Lariboisière.

Un autre accident, mais d'un genre différent, est arrivé à la gare Saint-Lazare. Un ouvrier mécanicien, François Conrad, était monté sur une échelle double pour nettoyer des lampes à arc lorsqu'un chariot de bagage le jeta à terre.

Conrad, grièvement blessé à la tête, a été transporté à l'hôpital Beaujon.

On va vendre, dans quelques jours, au Dépôt du mobilier de l'Etat, rue des Ecoles, une série de pièces d'un double intérêt, historique et utilitaire.

C'est en effet la batterie de cuisine des officiers de la garde impériale de Napoléon 1^{er}. D'où sort-elle ? Du grenier de l'ancien hôtel du gouvernement militaire, place Vendôme, où elle dormait depuis de longues années sous une respectable couche de poussière.

Lors du transfert du gouvernement militaire aux Invalides, on a démantelé tout ce qui pouvait ou paraissait pouvoir être utile. Mais on a laissé dans les caves et les greniers un tas d'objets considérés comme bons à jeter.

Or, c'est en passant une dernière visite de l'hôtel avant la mise en vente qu'un agent du domaine a trouvé un amas de vieille ferraille au grenier, sous des ustensiles en cuivre, chaudrons, casseroles, moules à pâtisserie, etc., d'un poids fort respectable et, par conséquent, ayant une certaine valeur.

Il les examina de plus près et découvrit, gravées sur chaque ustensile, les lettres G. I., surmontées d'une couronne impériale. C'était évidemment la batterie de cuisine de la garde.

M. et Mme Victor de Swarte ont offert, à la recette générale, un déjeuner aux trésoriers généraux, receveurs particuliers et représentants du Comité central de Lyon, ainsi qu'à divers délégués de la Fraternelle.

Le soir, un banquet réunissait les congressistes de l'Europe sous la présidence de M. Victor de Swarte, président d'honneur de l'Association qui, au dessert, prononça l'allocation ci-dessous :

Mes chers camarades,

Chaque année nous nous retrouvons en une fête de fraternité et nous échangeons nos sentiments sur l'œuvre qui nous unit. Les rêves d'il y a quinze ans sont devenus des réalités ; nous pouvons mesurer aujourd'hui, par un exemple vivant, la force des idées d'association et de solidarité. Je salue les ouvriers de la première heure, les hommes de bon vouloir.

En dehors des résultats matériels qui ont fait des heures — ce qui est le but le plus élevé de vie — nous avons créé entre nous des liens de confiance et d'affection. Nos cœurs battent à l'unisson. Nous le sentons bien, la loi de fraternité est morte, et déjà on voit poindre l'aurore de la fraternité humaine.

Après les conflits inévitables des préjugés et des intérêts égoïstes, partout surgissent de nobles initiatives. L'homme fait sortir de son cœur ce qu'il a de meilleur, l'élan vers le bien, le besoin de fraternité, et cette graine jetée sur un terrain bien préparé promet une ample moisson.

Mais, si belle que soit la perspective d'aujourd'hui, nous aurons à gravir encore plus haut, car nous sommes à mi-côte ; nous embrasserons bientôt un plus large horizon, nous serons plus nombreux, nous accueillerons, de plus en plus, toutes les idées généreuses, et nous nous ferons plus à l'œuvre de la fraternité.

Après les heures de labeur administratif, consacrons nos loisirs à faire le bien, à dissiper les préventions ; soyons bons, ne pas dans le sens passif et négatif, mais avec vitalité et activité. Perse plus modeste trouve toujours, auprès de lui, la bienveillance qui lui mérite.

Vous pouvez être sûrs, mes chers camarades, que le secret du bonheur consiste à remplir tous les devoirs de l'humanité et à ses devoirs de l'humanité. C'est aussi le meilleur moyen de montrer notre amour pour la patrie.

Dites-le à vos enfants, nos collaborateurs de demain, qu'ils aient le sentiment de ce que nous sommes et que les pessimistes rendent chaque jour plus épaisses, que nous voulons, sous le soleil qui lui pour tous, leur faire une patrie si belle par l'ardeur de sa générosité et la beauté de ses monuments et la gloire de ses artistes et de ses littérateurs, que chacun sentira quel beau patrimoine il aura à défendre. C'est le legs que nous laissons à nos enfants, en associant tous nos forces pour la réalisation du bien et du beau.

Je bois à la santé de M. Emile Loubet, président de la République, qui a toujours affirmé son amour pour les œuvres de mutualité.

Je bois aussi à M. Peytral, ministre des finances, et à M. Laurent, secrétaire général des finances, qui ont donné tant de marques flatteuses de sympathie à notre association.

M. de Swarte donne ensuite lecture des lettres des directeurs du ministère des finances qui expriment les opinions les plus favorables sur l'œuvre et y joignent leurs regrets d'avoir été empêchés d'assister au congrès. Il lève son verre à leur santé et à celle des trésoriers généraux de la région qui n'ont pu se rendre à cette fête, et il termine par ces mots :

Je bois à mon ami M. Vatin, préfet du Nord, qui aurait voulu aussi se trouver au milieu de vous pour vous féliciter, de sa voix aimable et persuasive ; à mes collègues et amis MM. Girard et Perret ; à mes collaborateurs du Nord ; à vous, mon cher Messager, toujours vaillant et écouté de tous vos collègues ; à nos amis du Comité central ; à l'aimable M. Vial absent de cette fête ; à nos camarades et amis des départements les plus éloignés et à leurs familles que nous associons dans nos vœux.

Et maintenant, permettez-moi de lever mon verre, de le lever bien haut, au salut de notre nouveau camarade l'adjudant de Prat, qui a tenu à assister à cette réunion ; il a été associé à la marche héroïque du commandant Marchand, il partagera demain son triomphe ! Vive Marchand ! vive de France !

M. Messager, président du Comité central, avait déjà remercié, à la séance du congrès de l'après-midi, ses camarades du Nord, où du « sommet de la hiérarchie, disait-il, jusqu'à ses rangs les plus modestes, nous avons senti que nous étions chez des frères. Notre éminent président d'honneur a tenu à nous faire connaître, une fois de plus, le vif intérêt

qu'il porte, non seulement à notre œuvre, mais encore à nos personnes ».

Au banquet, il lève son verre aux organisateurs et aux directeurs du ministère qui n'ont pu se rendre à la réunion, et lit une lettre de M. Laurent, secrétaire général des finances, qui se termine par ces mots : « Je vous prie, mon cher président, d'être auprès de vos collègues l'interprète de mes regrets, et de les assurer une fois encore de tout l'intérêt que je porte non seulement à l'Association, mais à tout ce personnel du recouvrement dont j'ai pu apprécier, mieux que personne, la valeur et le dévouement ».

Cette allocution se termine par un souvenir de reconnaissance pour les donateurs, les adhérents, les collaborateurs, et notamment le trésorier du Comité central, M. Vial, « dont la parole est toujours applaudie » et par un toast à M. Victor de Swarte, à M. le sénateur Perret, aux receveurs des finances du département.

AUCUNE SUCCURSALE, ni à PARIS, ni en PROVINCE
17 et 19, Rue Drouot et 15 et 17, rue de Provence (angle des deux rues) PARIS

PHARMACIE NORMALE
PHARMACIE NORMALE
PHARMACIE NORMALE
PHARMACIE NORMALE

La plus grande et la plus importante du monde. Fournisseur de l'Etat, de la Ville de Paris et de plusieurs grandes administrations. Fondée en 1855.

Maison absolument de confiance, délivre tous les produits de premier choix, de première fraîcheur et possède un maximum d'action.

Prépare tous ses médicaments dans son laboratoire même d'après les formules du Codex et avec tous les soins voulus.

Se contente d'un bénéfice modéré sur tous ses produits et n'a pas d'article de réclame pour attirer le public.

Laboratoire modèle d'analyses médicales et d'essai des médicaments.

Bien spécifier le nom **NORMALE**.

PHARMACIES DE FAMILLE, DE POOHE, DE VOYAGE, &c.
Livres dans tout Paris par garçons et voitures. — Catalogue illustré franco.

5 LA COTE LIBRE Grand Journal Financier Quotidien
(305 Numéros par An)

Revue complète indépendante et impartiale de toutes les valeurs de Bourse : Placements et Spéculation, tirages, assemblées générales, coupons, etc., etc.

Compte rendu complet de la Séance de la Bourse du jour; les plus hauts, les plus bas et les derniers cours des valeurs au comptant et à terme et celles non cotees.

Tous les samedis, un tableau d'offres et de demandes de Titres non cotés.

Renseignements sérieux fournis aux meilleures sources. Distribué en province par le premier courrier du matin. Dix numéros gratuits sur demande affranchie.

22, RUE DE LA CHAUSSE-D'ANTIN. Abonnement dans tous les Bureaux de Poste.

PRENEZ GARDE, Madame
vous commencez à grossir, et grossir, c'est vieillir. Prenez donc tous les jours deux dragées de **THYROIDINE BUTY**, et votre taille croîtra ou redeviendra svelte. — Le flacon de 20 dragées est expédié franco par les Laboratoires 14, Rue de Châteaudun, Paris, contre mandat-poste de 200. TRAITEMENT INOFFENSIF ET ABSOLUMENT CERTAIN. — Avoir soin de bien spécifier: **Thyroidine Buty**.

PAS de DENTS
THYROIDINE

BLANCHES
2225 SAVON VALLET
Antisepiques expertises; goût exquis
DENTIFRICE PARFAIT
DENTS PORCELAINES c. p. 30 et 35 centimes 300
P. Normale, 19, rue Drouot, Paris 9^e P.

REVOLUTION DENTAIRE LE NOUVEAU DENTIER PRECISUS-DUCHESNE breveté est une véritable trouvaille. Quel progrès accompli ! Faire manger les aliments les plus durs avec les dents artificielles, plus de maux d'estomac. Les dentiers défectueux sont réparés et transformés à des prix très modérés. L'extraction ou la guérison des dents est faite sans douleur, un docteur assiste aux opérations. La rage de dents enlevée de suite. (Par poste : 2 fr.) Ecrire : **45, Rue Lafayette PARIS**

CONTREXEVILLE-PAVILLON DIURETIQUE, LAXATIVE, DIGESTIVE, ABSOLUMENT INDIQUEE Régime des GOUTTEUX, GRAVELEUX, ARTHRIQUES **CONTREXEVILLE-PAVILLON**

AUTOUR DE LA BOURSE

Les semaines se suivent, et, au point de vue des tondances, se ressemblent; en sorte que c'est encore d'une période très satisfaisante que nous avons à parler. Il est vrai qu'il y a eu quelques petits accrocs dans la situation générale. L'argent, bien que fort abondant, n'a pas laissé d'être assez cher pour la liquidation de quinzaine; puis, nous avons eu une grève, des interpellations bruyantes, des histoires à propos du Transvaal. Mais l'impression causée par ces divers incidents n'a fait qu'être éphémère et disparaître; et si, de loin en loin, il y a eu de l'hésitation, elle n'a existé qu'à l'état d'ombre, de soufflé, de nuance insaisissable; elle n'a fait que passer, et les réalisations n'étaient déjà plus.

Si bien, que tout va le mieux du monde. Sauf en ce qui concerne un groupe, en somme assez restreint, de valeurs sur lesquelles la spéculation à la hausse se livre à de véritables parties de foot-ball — avec toute l'énergie, voire la violence que comporte ce genre de distraction — l'avance des cours, pour être sensible et presque générale, n'offre nulle part rien de bien excessif, et il ne me semble pas qu'il y ait lieu de crier casse-pipe aux meneurs du mouvement, c'est-à-dire à peu près tout le monde. On va de l'avant parce qu'il y a un viv courant d'affaires — non-seulement à Paris, mais aussi sur tous les marchés financiers de l'Europe, et à terme non moins qu'au comptant. C'est un courant régulier, sans à-coups, sans brusqueries, sans sursauts, et, exception faite des titres auxquels je faisais allusion plus haut, on peut dire que les variations des cours n résultent pas des soudaines véhémences spéculatives, mais simplement du jeu de la loi de l'offre et de la demande. Les amateurs de mouvements vertigineux trouvent d'ailleurs à satisfaire leur goût pour les exercices périlleux, rien qu'avec cette *Sosnovice* qui, comme une automobile emballée, fait du soixante à l'heure — du soixante francs — et même davantage quelque fois. Elle finissait hier samedi, à 2,630. Si vous considérez qu'elle était à 2,220 il y a huit jours, qu'elle était 2,035 le 27 avril, et qu'elle s'inscrivait à 1,875 francs il y a juste un mois, vous comprendrez qu'on ne saurait qualifier d'inerte une valeur qui, en l'espace de trente jours, a gagné une somme égale à seize fois et demi son dernier dividende.

La *Detle extérieure espagnole* n'est pas à plaindre non plus. Nous la laissons à 60 fr. 57 le 13 mai, et la voici à 66 50, en hausse par conséquent de 5 fr. 92, malgré des réalisations assez fortes. L'impulsion a été donnée par le décret royal arrêtant, à partir du 13 mai, l'inscription « sur les registres ouverts dans les délégations de l'Administration des finances espagnoles à Londres, Paris et Berlin, afin que l'on puisse prendre note des titres de la Dette extérieure de l'Espagne qui sont entre les mains des étrangers ». Ce décret a produit la plus vive impression. Quelques personnes ont dit qu'il répondait à un simple besoin de statistique du gouvernement espagnol, qui désire connaître, d'une manière aussi précise que possible, l'importance de la Dette extérieure payée par des titres étrangers ; d'autres, et j'ai pu remarquer que j'allais l'être, le ministre des finances, avait jusqu'à présent gardé le silence le plus absolu au sujet du traitement réservé à l'*Extérieure*, et que les informations publiées à cet égard ne présentent aucun caractère d'authenticité.

Mais la majorité des financiers a vu dans le décret une sorte d'engagement tacite de soustraire à l'impôt toute rente extérieure possédée par les étrangers. A l'appui de cette opinion, que nous enregistrons sans la discuter, on fait valoir cet argument que si le gouvernement espagnol ne songeait pas à établir pour l'Extrêmeur un traitement différent de celui réservé à la Dette intérieure, le décret et les mesures qui l'ont

précédée avaient été parfaitement inutiles. Et comme, en l'exposé des motifs adressé à la Reine régente, M. Villaverde a écrit que, pour établir son projet de liquidation, il a besoin « de connaître exactement l'importance de la Dette extérieure domiciliée à l'étranger et de la Dette soumise au régime créé par loi pour les titres appartenant à des Espagnols », on en a conclu que le ministre consacrait à nouveau la distinction déjà établie par *l'affidavit*, distinction qui, dit-on, n'aurait aucun sens si le gouvernement avait l'intention de soumettre à un seul et même traitement la totalité de la Dette espagnole.

Que cette interprétation soit tout à fait juste ou non, il y a un fait certain : c'est que sa plausibilité l'a fait accepter avec enthousiasme — un enthousiasme qui s'est manifesté par la hausse énorme dont le chiffre est indiqué ci-dessus. Toutes les valeurs du groupe ont, naturellement, été entraînées ; mais, naturellement encore, avec une vélocité moins grande. C'est ainsi que nous avons de 5 à 8 francs de plus-value sur les *Bons cubains 5 et 6 0/0* ; et que les actions des chemins de fer espagnols — en dépit de quelques réalisations qui ont produit un certain tassement en fin de semaine — s'inscrivent néanmoins bien au-dessus de leurs cours précédents.

immédiatement après les valeurs espagnoles, se classent, comme activité et comme importance de mouvements, les rentes brésiliennes. Les 4 0/0 et 5 0/0 ont gagné environ deux points, et le « *Funding* » y est, lui aussi, amélioré sensiblement. La tenue sensiblement meilleure au change et l'efficacité à présent démontrée des réformes introduites par le président de la République du Brésil, M. Campos Sales, expliquent et légitiment ces augmentations de cours. Mais ce que je ne comprends pas, c'est que par un de ces non-sens dont la cote offre d'ailleurs plus d'un exemple — la hausse des *Emprunts provinciaux* du Brésil ne soit pas en harmonie avec celle des rentes fédérales. J'ai eu l'occasion à diverses reprises d'étudier ici la situation financière des différents états provinciaux, et j'ai montré que cette situation était de tous points excellente, et à l'abri des vicissitudes dont les rentes fédérales, au contraire, ne sont pas exemptes. Malgré cela, et malgré l'évidence, les valeurs des emprunts provinciaux se laissent distancer par les autres. Oh ! elles font tout de même bonne figure ; et je ne pense pas que les personnes qui ont acheté, il y a trois mois, de la *Minas Gerais*, par exemple, aient sujet de regretter leur achat, puisque cette obligation valait alors une trentaine de francs de moins qu'aujourd'hui, bien qu'on ait depuis lors détaché un coupon de 12 fr. 50. Mais qui me dira pourquoi la hausse n'est pas beaucoup plus rapide ? Tenez ! Voilà le *Funding*, dont je parlais plus haut. C'est une rente 5 0/0 dont les coupons ne sont payables que dans trois ans, et en papier. Or, le *Funding* vaut à peu près 92 fr., ce qui fait ressortir un taux de capitalisation de 5 45 0/0. L'obligation *Minas Gerais*, qui rapporte 25 francs payables en or, est au-dessous de 375 francs ; c'est donc du 6 66 0/0. Il me suffira de constater qu'une rente papier se capitalise à 5 45 0/0 qu'une rente or se capitalise à 6 66 0/0 pour que l'on comprenne qu'il y a là, comme je le disais tout à l'heure, une véritable anomalie. Ces choses-là ne durent jamais longtemps, et vous verrez un de ces jours la *Minas Gerais* partir allègrement pour des cours beaucoup plus élevés que les cours actuels, en considération de sa sécurité, de son revenu avantageux, et aussi — au fait ! — l'omission de parler de cela — de sa prime d'amortissement qui est considérable.

Les rentes étrangères autres que celles dont il vient d'être parlé n'offrent rien de bien intéressant. Après des mouve-

rus d'ampleur, elles restent à des cours peu éloignés de ceux de la semaine dernière. Il y a un tout petit peu d'amélioration en ce qui concerne l'*Italien*, le *Portugais*, les rentes *russe*s ; il y a un léger réchec en ce qui concerne le groupe *turc*. Mais les différences, dans un sens ou dans l'autre, sont vraiment si médiocres, qu'elles ne valent point d'être détaillées par le menu.

Et nos *res françaises*? De celles-là, il n'y a rien à dire, absolument rien! Elles ont, quotidiennement, des petites variations de rien du tout, si menues, si minimes, qu'en fin de semaine on a toutes les peines du monde à relever des fluctuations de 5 ou 7 centimes! L'attention de la spéculation est ailleurs, pour le moment, et le comptant, à cet égard, embobine le pas à la spéculation. La petite épargne — à qui de légères différences de revenu importent peu — parce qu'elle ne place que de faibles capitaux à la fois — semble préférer les obligations à lots, pourvu, naturellement, qu'elles soient d'une solidité à l'épreuve de la balle et simplement dotées de tirages, comme les obligations foncières et communales du Crédit foncier.

Les actions des établissements de crédit, définitivement sorties, maintenant, de la longue période de torpeur dont elles sont eu à souffrir, continuent à monter, et il y a des plus-values, cette semaine encore, pour le *Comptoir d'Escompte*, le *Crédit foncier*, le *Crédit industriel*, la *Société générale*, la *Banque ottomane*, la *Banque spéciale des Valeurs industrielles*, la *Banque internationale*, et surtout pour la *Banque de Paris* et le *Crédit lyonnais*. Je reste convaincu que, parmi ces titres il en est qui monteront encore, et sensiblement. Les Sociétés d'où elles émanent sont solides et actives, et les dividendes augmentent ou tendent à augmenter. C'est plus qu'il n'en faut pour justifier la hausse.

Si vous voulez, nous passerons rapidement sur les chemins de fer, dont l'histoire, cette semaine comme les précédentes, se résume en cette courte phrase : « Pas beaucoup d'affaires, pas beaucoup de variations. »

Pour en parler, des affaires — et des mouvements aussi — vous n'avez qu'à vous en aller dans le compartiment des valeurs industrielles, qui pourrait prendre pour enseigne ces mots : « Ici, on travaille ! » Pour la *Sosonoc* déjà nommée, ce n'est plus du travail, c'est du surmenage, comme on l'a vu. Mais d'autres valeurs, pour avoir des allures moins échevelées, n'en sont pas moins largement favorisées. Le *Rio Tinto*, que vous vous attendez bien à trouver en tête de colonne, n'a pas gagné moins de 1,320 francs sur son cours de samedi dernier, qui était de 1,230 francs. L'*Omniibus* est également en avance, mais dans des proportions moins fortes. La *Thomson-Houston*, qui était à 1,585, a repris facilement et même dépassé le cours rond de 1,600. La *Cusenier* continue à évoluer autour de 900. Le *Gaz*, aux environs de 1,240 la semaine dernière, reste à 1,320 — toujours poussé par le bruit, qui court, d'une prompt solution de la question pendante entre la Ville de Paris et la Compagnie du Gaz.

Les auteurs, après des mouvements divers, reviennent à peu près à leurs cours de huitaine. Il y a, cependant, de la faiblesse par-ci-par-là ; c'est le cas du *Suez* qui a subi d'assez lourdes réalisations ; le cas également des *Métaux*, dont les actionnaires continuent à montrer beaucoup d'émotion. Et il faut avouer qu'il y a de quoi ! Les *Voitures* aussi sont faibles, et elles reculeront encore, on peut en être certain. On était déjà bien mal en point l'an dernier ; cette année, la situation semble devoir empirer, à telles enseignes que, en raison de la baisse constante des recettes, il a fallu retirer encore 200 voitures de la circulation.

En ma dernière Revue, j'ai étudié la situation actuelle et constaté les brillantes perspectives d'avenir de la Société *métallurgique de l'Oural-Volga*; et j'ai, dans les articles quotidiens de cette semaine, annoncé l'émission par cette Société de 35,625 obligations à 0/0, émission qui sera close le 25 mai courant, c'est-à-dire jeudi prochain, mais à laquelle, naturellement, on peut dès à présent souscrire par correspondance. Ajoutons que cette émission est effectuée en vertu d'une décision prise le 13 avril 1898 par le Conseil d'administration, dûment autorisé par une résolution de l'assemblée des actionnaires du 31 mars 1898.

Les obligations dont il s'agit sont émises à 482 fr. 50, payables par versements échelonnés jusqu'en août prochain. Mais les souscripteurs ont le droit de se libérer immédiatement, auquel cas ils ne paient plus leurs titres que 480 fr. 75. A ce prix, le placement ressort à 4 16 0/0. Ce revenu est net, car la Société prend à sa charge tous les impôts qui, dans le présent et dans l'avenir, et en France aussi qu'en Russie, grèvent ou pourront grever les valeurs mobilières. Je crois que le public goudonien n'a pas à regretter que le public russe ne soit pas capitaliste de savoir exactement et définitivement à quoi s'en tenir sur son revenu, puisqu'il ait si se préoccuper jamais de celle ou telle éventualité fiscale. Il va de soi qu'en parlant d'un revenu net de 4 16 0/0, je ne tiens pas compte de la prime d'amortissement, qui est d'un neu-

de 4 0/0. Et cette question d'amortissement m'amène à dire que les obligations à court d'émission seront remboursées au pair par le moyen de tirages semestriels, dont le dernier aura lieu un jour tard le 1^{er} avril 1938. Ici se place une observation que, jusqu'en 1900, au moins, le porteur est à l'abri de tout remboursement anticipé : et, pour en finir avec les conditions financières de l'affaire, je dirai que le revenu net de 20 francs sera payé en deux coupons semestriels, le 15 avril et le 15 octobre de chaque année.

Les renseignements qui nous arrivent au sujet des souscriptions démontrent dès maintenant que l'émission sera largement couverte, et, pour employer la formule classique, qu'elle recevra du public le plus favorable accueil. Il serait du reste singulier qu'il en fût autrement, tant donné non seulement les avantages dont jouissent les nouveaux tites

ges dont, nous disent les nouveaux titulaires, un placement à 4 16 0/0 net, ça ne peut pas précisément les ruiner — mais aussi les garanties dont ils sont pourvus, les garanties qui reposent, entre autres, sur d'immenses domaines de la *Société métallurgique de l'Oural-Volga*. Faites attention que des valeurs analogues à celles dont il est parlé ici se cotent à des prix plus élevés, et, en conséquence, se capitalisent à des taux inférieurs. C'est ainsi que l'obligation des *Houillères de Dombrowa* vaut 50 francs, et que celles de la *Société d'industrie houillère de la Russie méridionale* se négocient à peu près au même prix; elles se capitalisent donc, les unes et les autres, à 3 92 0/0 au lieu de 4 16 0/0; et il ne saurait plus être question d'une prime de remboursement pour ces valeurs, puisqu'elles ont d'ores et déjà dépassé leur prix de remboursement, tandis que cette prime est de 10 0/0, voire davantage, pour les obligations de l'*Oural-Volga*.

Et, d'ailleurs, il y a quelques jours, la liste des établissements chargés de recevoir les souscriptions; mais, comme la date de l'émission est maintenant fort rapprochée, je crois qu'il n'est pas inutile de les répéter. Rappelons donc que ces souscriptions seront reçues, à Paris, à la Banque internationale; dans les départements, on peut souscrire au *Credit harais*, au Havre; au *Credit du Nord*, à Lille; à la *Société marseillaise de Credit industriel et commercial* et de *depôts*, à Marseille; et dans toutes les agences ou succursales de ces établissements. A

l'étranger, vous avez la *Banque internationale du commerce* et la *Banque d'épargne* de Saint-Petersbourg; la *Caisse générale de reports et de dépôts* et la succursale de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, à Bruxelles; et, enfin, la maison Lippmann, Rosenthal et C^{ie}, à Amsterdam.

MINES D'OR

Dans notre bulletin quotidien de vendredi matin, nous avons dit que nous classions la *Gelderhuis* Deep parmi les meilleurs placements de la cote sud-africaine, et nous allons fournir aujourd'hui à nos lecteurs les données sur lesquelles nous basons notre opinion. Ces données sont extraites d'une étude que nous avons consacrée à cette Compagnie, dans la *Revue sud-africaine*, dès le milieu de l'année 1898 et suivie à ce jour.

La *Goldenhuis Deep* est le deep-level immédiat de la *Goldenhuis Estate*, c'est-à-dire qu'elle contient, en profondeur, les couches aurifères qui, dans la *Goldenhuis Estate*, sont exploitées à partir du niveau du sol. Sa concession, qui comprend 212 claims, est bornée à l'Est par la *Simmer* and *Jack Proprietary*, et à l'Ouest par la *Jumpers Deep*. Elle est donc située dans une excellente partie du Rand.

La Compagnie a été constituée à Johannesburg en 1893; son capital nominal est de 350,000 actions de 1 liv. st., sur lesquelles 300,000 titres seulement ont été émis, les 50,000 autres restant en réserve. Elle a, en outre, créé pour 460,000 liv. st. d'obligations 5 1/2 0/0, sur lesquelles 33,000 liv. st. sont déjà remboursés.

La *Goldenhuis Deep* est la première des filiales de la Rand Mines qui tenta de mettre en pratique la théorie, aujourd'hui indiscutable, d'après laquelle les couches aurifères du Rand conservent en profondeur la même température, quel que soit le climat qui règne à la surface. Mais ses débuts furent difficiles. Par suite de certaines erreurs commises dans le développement des travaux souterrains, le minéral envoyé à la batterie contenait une si grande proportion de stérile que les premiers broyages laissaient des pertes énormes. C'était une véritable terreur pour certains des destructeurs des deep-levels. Mais nous sommes heureux de nous rappeler que la foi que nous professions personnellement dans l'avenir de ces entreprises ne fut pas ébranlée. Nous nous trouvions, à l'époque, à Johannesburg et, dans une lettre en date du 29 mars 1896, qui fut reproduite dans le *Financial Review*, nous écrivions, au sujet de la *Goldenhuis Deep*, ce qui suit, nous disions : « Je crois que les actionnaires de la *Goldenhuis Deep* n'ont absolument rien à craindre pour l'avenir; il leur faudra évidemment de la patience, mais le succès, c'est-à-dire des résultats au moins égaux à ceux de la Compagnie d'affluement, ne font aucun doute. Les dépenses de la Compagnie d'affluement étaient justifiées, et on s'en rendra compte par les quatre tableaux ci-dessous qui résument l'histoire de la Compagnie depuis son origine.

PRODUCTION DE LA MINE DEPUIS L'ORIGINE			
Années	Nombre de tonnes broyées	Nombre d'onces d'or fin	Nombre moyen de pilons en marche
1805 (3 mois) ..	24,642	5,873	40
1806.....	141,062	4,769	111.4
1807.....	208,551	90,323	152.91
1808.....	284,500	136,110	189.09
1809 les trois premiers avril.....	75,700	36,951	200
..... avril.....	25,000	12,624	200

Années	Teneur du minéral		
	Valeur par tonne	Frais par tonne	Bénéfices par tonne
	L. st. sh. d.	L. st. sh. d.	L. st. sh. d.
1895 (3 mois)	0 18. 1 (22 f. 60)	1 8. 8 (35 f. 80)	perle 0. 10. 7 (13 f. 20)
1896	1. 7. 1 (33 f. 85)	1 6. 7 (33 f. 20)	0 0. 6 (0 f. 65)
1897	1 16. 5 (39 f. 50)	1 3. 6 (23 f. 65)	0 12. 8 (15 f. 85)
1898	2 0. 2 (50 f. 20)	1 0. 4 (25 f. 40)	0 19. 10 (24 f. 80)

1899 1 ^{er} trim.	2. 1. 0' (26 f. 25)	1. 0. 1' (25 f. 10)	1. 0. 14 (26 f. 15)
----------------------------	------------------------	------------------------	------------------------

Bénéfices et dividendes

Années	Bénéfices	Dividendes
1895 (3 mois)...	<i>perte</i> 13,032	—
1896.....	<i>benef.</i> 8,783	—
1897.....	— 132,350	7 fr. 50
1898.....	— 283,211	18 fr. 75
1899 1 ^{er} trim. ^(1^{re})	— 79,076	—
— (avril).....	— 27,000	—

Fluctuations des cours depuis l'origine

Emission en janvier 1893...	£ 1. 1. 0	(26 fr. 25)
Plus haut cours atteint lors du boom de 1895 (septembre).	11. 5. 0	(281 f. 25)

Cours bas cours pendant la crise qui suivit le boom (mars 1937).....	3. 0. 0	(75 fr.)
Cours après la déclaration du premier dividende de 6 sh. (7 fr. 50) 2 janvier 1938.....	7. 0. 0	(175 fr.)
Cours après la déclaration du second dividende de 6 sh. (7 fr. 50) 30 juin 1938.....	8. 0. 0	(200 fr.)
Cours après la déclaration du troisième dividende de 9 sh. (11 fr. 25) 12 décembre 1938	10. 7. 6	(259 fr. 40)
Cours actuel.....		(298 fr.)

Tel est le passé de la Compagnie. Pour s'assurer une idée de son avenir, il faut d'abord chercher à établir la durée approximative qu'on peut attribuer à la mine.

Les différents rapports publiés depuis quelques années fournissent des indications sur l'épaisseur de ses couches aurifères et sur leur inclinaison. Il en résulte que la quantité de minerai contenue dans un claim peut être estimée à environ 40.000 tonnes. La superficie de la mine étant de 212 claims, la quantité totale de minerai à en extraire est d'environ 8.400.000 tonnes sur lesquelles 780.000 tonnes ont déjà été enlevées, de sorte que le tonnage restant à exploiter à ce jour peut être évalué à 7.620.000 tonnes. La batterie de 200 pilons employant une moyenne de 25.000 tonnes par mois, soit 300.000 tonnes par an, la durée de la mine, avec le matériel actuel, serait de vingt-cinq ans.

Examinons maintenant quels sont les résultats probables auxquels on peut s'attendre immédiatement, et quels sont ceux que l'on peut espérer de l'avenir.

Nous voyons par l'un des tableaux ci-dessus

que les bénéfices du mois d'avril se sont élevés à 27.000 liv. st. (675.000 fr.). Sur cette somme, l'année entière donnerait 324.000 liv. st. (8.100.000 fr.). Les bénéfices nets, d'après les nombreux rapports de l'exercice précédent (48.000 liv. st.), soit en tout 372.000 liv. st. (9.300.000 francs). L'intérêt et l'amortissement de l'emprunt par obligations absorbant une annuité d'environ 24.000 liv. st., on voit que la Compagnie pourra largement payer des dividendes à un dividende de 25 sh. (25 fr.) à chacun de ses 30.000 actions.

Si, comme on l'a vu plus haut, la durée de la mine est de 25 ans, l'actionnaire recevra ainsi 25 annuités de 25 francs, soit 625 francs dans la valeur actuelle, en comptant le taux d'amortissement à 3 0/0, et de 552 fr. 35 si l'on compte le cours de l'action n'est que 288 francs.

Mais ces résultats ont toutes chances d'être sensiblement dépassés, pour les deux raisons suivantes :

D'abord, les frais d'exploitation par tonne

ni sont en moment de 25 fr. 40, doivent forcément tendre à s'abaisser, surtout après les réformes que l'industrie est à la veille d'obtenir. Or, comme la Compagnie broye 300,000 tonnes par an et qu'elle a 300,000 actions, chaque franc d'économie par tonne broyée correspond à une augmentation de 1 fr. dans le dividende. On peut envisager comme très probable qu'à un moment donné la compagnie travaillera à raison de 15 sh. (18 fr. 75), ce qui, dans les conditions actuelles de broyage et de teneur du minerai, correspondrait à un dividende de 31 fr. 25 par action.

En second lieu, on doit tenir compte de ce que la *Gueldenhuis Deep* sera amenée prochainement à suivre l'exemple des autres mines de la Rand Mines et à augmenter sa production de 250 pilons, et cet accroissement de 250 dans la puissance du broyage se traduirait par une réduction correspondante de la durée de l'opération, mais aussi par une augmentation de la relative importance du dividende annuel. Soit avec 200 pilons on peut espérer un dividende de 31 francs 25 pendant 25 ans, on devrait avec 250 pilons, obtenir environ 40 fr. par an pendant 48 ans.

Nous posons alors la même question que précédemment, à savoir : Quelle est la valeur actuelle de 18 annuités de 40 fr., le taux d'amortissement étant compté à 5 0/0 ? Et la table d'amortissement nous répondra : 467 fr. 50.

Nous pouvons donc conclure que l'action *Goldenhübsch Deep*, au cours de 298 francs constitue un placement joignant à une sécurité industrielle peu commune la probabilité d'une importante plus-value.

Terminons en rappelant que la *Goldenhübsch Deep* étant, comme nous l'avons dit, l'une des filiales de la Rand Mines, ses actionnaires ont, dans ce fait, la meilleure garantie d'une gestion de premier ordre pour leur entreprise.

Henry Dupont.